

# Acteurs de sécurité ou d'insécurité?

Rapport de l'étude de base effectuée en Ituri



**PAX**

[www.paxforpeace.nl](http://www.paxforpeace.nl)

# Acteurs de sécurité ou d'insécurité?

Rapport de l'étude de base effectuée en Ituri

## Colophon

ISBN 978-94-92487-04-9

## Adresse

Godebaldkwartier 74 P.O. Box 19318

NL- 3511 DZ Utrecht NL – 3501 DH Utrecht, Pays-Bas

info@paxforpeace.nl

www.paxforpeace.com

Ce rapport est compilé par PAX, Organisation conjointe de Pax Christi Pays Bas et du Conseil de Paix des Eglises Néerlandaises (IKV). La recherche a été effectuée en collaboration avec le Réseau Haki na Amani et Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP)

Auteurs: Jogien Bakker, Gérard Kambale Kikwaya

Photo's: Jogien Bakker (couverture); Elske van Gorkum (intérieur)

Rapport produit dans le cadre du Consortium pour la stabilisation et la paix intégrées à l'Est de la RDC (CISPE). Ce projet est financé par le Royaume des Pays Bas



**Cordaid**



BUILDING FLOURISHING COMMUNITIES



# Table de matière

<b>Liste d'abréviations</b>	<b>6</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>10</b>
1.1 Contexte de l'étude	10
1.2 Justification	11
1.3 Le projet CISPE	12
1.4 Méthodologie d'étude	14
1.5 Les données du site 'PeacebuildingData.org'	15
1.6 Participation à l'étude	16
<b>2. La situation sécuritaire globale en Ituri</b>	<b>20</b>
2.1 Introduction	20
2.2 La situation sécuritaire	21
2.3 Dynamiques des conflits	22
2.4 La question de genre	24
<b>3. La situation sécuritaire à Aru</b>	<b>28</b>
3.1 Introduction	28
3.2 La situation sécuritaire	29
3.3 Dynamiques des conflits	33
3.4 Gestion de sécurité et conflit	33
3.5 Besoins sécuritaires	35
3.6 Genre et Âge	37
3.7 Conclusions	38
<b>4. La situation sécuritaire à Mahagi</b>	<b>42</b>
4.1 Introduction	42
4.2 La situation sécuritaire	43
4.3 Dynamiques des conflits	44
4.4 Gestion de sécurité et conflit	46
4.5 Besoins sécuritaires	47
4.6 Genre et Âge	49
4.7 Conclusions	50
<b>5. La situation sécuritaire à Djugu</b>	<b>54</b>
5.1 Introduction	54
5.2 La situation sécuritaire	55
5.3 Dynamiques des conflits	57
5.4 Gestion de sécurité et conflit	58
5.5 Besoins sécuritaires	59
5.6 Genre et Âge	60
5.7 Conclusions	62
<b>6. La situation sécuritaire à Irumu</b>	<b>66</b>
6.1 Introduction	66
6.2 La situation sécuritaire	67
6.3 Dynamiques des conflits	69
6.4 Gestion de sécurité et conflit	71
6.5 Besoins sécuritaires	73
6.6 Genre et Âge	76
6.7 Conclusions	76
<b>7. Conclusion</b>	<b>80</b>
7.1 La situation globale en Ituri	80
7.2 Résumé par Territoire	82
7.3 Les besoins en sécurité priorités	85
<b>Liste de Littérature</b>	<b>90</b>
<b>ANNEXE I – Résumé en anglais</b>	<b>98</b>
<b>ANNEXE II – Participation à l'étude</b>	<b>102</b>
<b>ANNEXE III – Les recommandations des restitutions</b>	<b>104</b>
<b>ANNEXE IV – Capacités de PNC à Aru et Mahagi</b>	<b>106</b>

# Liste d'abréviations

ACCO	Association des Chauffeurs du Congo
ADF/Nalu	Allied Democratic Forces / National Army for the Liberation of Uganda
AGK	Ashanti Goldfields Kilo SARL
APLC	Armée Populaire de Libération du Congo
ANR	Agence Nationale de Renseignement
AT	Administrateur de Territoire
ATAMOI	Association des Taximans Moto de l'Ituri
ATRACO	Association de Transports au Congo
BPI	Bureau de Projets d'Ituri
CDJP	Commission Diocésaine Justice et Paix
CdS	Conseil de Sécurité
CIAT	Commissariat
Cordaid	Catholic Organization for Relief and Development Aid
CFI	Commission Foncière d'Ituri
CISPE	Consortium pour la Stabilisation et la Paix Intégrées à l'Est de la RDC
CPI	Cour Pénale Internationale
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGM	Direction Générale de Migration
DMIAP	Détection Militaire des Actions Antipatriotiques
ETD	Entité Territoriale Décentralisée
FAPC	Forces Armées du Peuple Congolais
FARDC	Forces Armées de la RD Congo
FBR	Financement sur Base des Résultats
FEC	Fédération des Entreprises du Congo

FIB	Force Intervention Brigade
FOMI	Forum des Mamans de l'Ituri
FRPI	Forces de Résistance Patriotique en Ituri
ILP	Initiative Locale de Paix
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPJ	Officier de Police Judiciaire
ISSSS / I4S	Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation de l'Est de la RDC
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo
M23	Mouvement du 23 Mars
NPM	Noyaux Pacifistes de Mamans
PCR	Police de Circulation Routière
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RBF	Results Based Financing
RHA	Réseau Haki na Amani
SCIAT	Sous-Commissariat
STAREC	Programme gouvernemental de Stabilisation et de Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
VNG-I	International Cooperation Agency of the Association of Netherlands Municipalities





Les femmes d'Ituri, qui vont au champ ou qui cherchent le bois de chauffage risquent de être tracassées ou même violées au cours du travail.



# 1. Introduction

## 1.1 Contexte de l'étude

Au cours de deux dernières décennies, l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) a été le théâtre de conflits armés provoquant de déplacements de milliers de personnes<sup>1</sup>, des graves violations des droits de l'homme et de la désintégration du tissu socio-économique de la société. Depuis les élections présidentielle<sup>2</sup> de 2011, un sentiment de frustration règne en RDC, particulièrement dans l'Est. Le M23<sup>3</sup> était né et battu, mais entretemps la MONUSCO a perdu sa crédibilité.

Cette situation a affaibli les institutions étatiques entre autre la police, l'armée, la justice, l'administration publique. Ce qui affecte la capacité de l'Etat à lever les multiples défis et répondre aux besoins de la population. Entre temps les grands problèmes sécuritaires à l'Est sont récurrents et la plus part de conflits ne sont pas résolus. Aussi, les conflits locaux semblent s'agrandir chaque mois<sup>4</sup>. Ainsi, les conflits et ses diverses causes profondes ont laissé la population dans un état d'insécurité physique, économique et sociale, aggravé par une insécurité institutionnelle.

<sup>1</sup> UNOCHA, Notes d'informations

<sup>2</sup> Mission d'observation internationale du Centre Carter en RDC, 10 décembre 2011, « Elections présidentielle et législatives du 28 Novembre 2011 » dit dans sa déclaration post - électorale de la compilation et annonce des résultats provisoires de l'élection présidentielle', p. 5 « Manque de crédibilité du processus de compilation »

<sup>3</sup> Mouvement du 23 Mars

<sup>4</sup> Radio Okapi

Les institutions de l'Etat manquent de capacité, de motivation et de ressources pour remplir leurs rôles de sécurité de base et manquent de transparence et redevabilité requises pour gagner la confiance de la population. En outre, les citoyens ont peu de canaux disponibles pour changer cette réalité ou participer aux décisions qui impactent leur vie et leur bien-être. Surtout à l'Est du Congo cette insécurité institutionnelle a gravement affaibli le contrat social entre le gouvernement et ses citoyens et perpétue des cycles de violence.

Les zones visés par le projet CISPE<sup>5</sup> au Nord Kivu (Rutshuru, Masisi et Nyiragongo) sont récemment sorties du conflit de M23. Cependant, les groupes armés restants sont fragmentés et actifs dans certains endroits. En Ituri (les territoires visés par le projet sont Aru, Mahagi, Djugu et Irumu) la situation semble mieux, mais les deux dernières années elle est tirée dans le cycle de la violence du Nord Kivu par la problématique d'ADF/Nalu<sup>6</sup> aux alentours de Beni et par la fragmentation de l'FRPI<sup>7</sup>. Cette situation affecte les relations intercommunautaires et renforce la méfiance de la population envers l'Etat.

Dans ce contexte, le Programme pour la Stabilisation et la Reconstruction des zones sortant des Conflits Armés à l'Est du Congo (STAREC) était mis en place par le Gouvernement de la RD Congo avec l'appui d'un Consortium de bailleurs internationaux, c.à.d. Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation de l'Est (ISSSS, ou I4S). Un des buts de cette stratégie est d'améliorer la situation décrite ci-dessus. L'intention est de créer une politique de sécurité avec plus de participation de la population et, en fin de compte, plus de confiance de la population dans ses institutions de sécurité et de justice. Le projet CISPE (Consortium International pour la Stabilisation et la Paix à l'Est du Congo) assistera à cet objectif stratégique.

## 1.2 Justification

La présente étude a été conduite dans le cadre du projet CISPE. Ce projet a deux objectifs contribuer à améliorer la stabilisation, la sécurité et la cohésion sociale au Nord Kivu et en Ituri.

Ces objectifs sont:

1. promouvoir tous les mécanismes de résolution de conflits c.-à-d. le dialogue démocratique basé sur la connaissance, les mécanismes de résolution de conflits locaux et les activités pour améliorer la cohésion sociale (le pilier du projet de Dialogue Démocratique); et
2. encourager les relations entre l'Etat et les communautés par l'amélioration de prestation de services de sécurité dans les chefferies, les territoires et les provinces et augmenter la qualité de ses services dans les communautés.<sup>8</sup>

<sup>5</sup> Consortium pour la Stabilisation et la Paix Intégrées à l'Est de la RDC

<sup>6</sup> Allied Democratic Forces

<sup>7</sup> Forces de Résistance Patriotique en Ituri

<sup>8</sup> Consortium for the Integrated Stabilization and Peace (CISPE 2015) Final Proposal

Il y a trois raisons pour commencer le projet avec une étude de base sur la sécurité, les conflits, le genre et les besoins. Nous devons d'abord créer un point de départ commun pour les activités de CISPE: les sujets de focalisation, les actions prioritaires etcetera. Ceci produira les indicateurs pour le progrès des activités du projet.

Deuxièmement, tous les participants dans le projet – c.-à-d. les partenaires du consortium, les membres du comité de pilotage (entre autres STAREC et ISSSS), les groupes de la société civile, les comités de paix au niveau des chefferies et des groupements et les services de sécurité participant dans le projet - seront informés de la sécurité globale et des tendances du conflit au Nord Kivu et en Ituri.

Troisièmement, c'est pour impliquer la communauté dans la gestion de sa propre sécurité et de conflit durant la recherche et lors de restitution des premiers résultats de la recherche. A ce moment-là elle pourra encore commenter et modifier les résultats. Pour terminer, ce processus produira des indicateurs pour les services et structures de sécurité qui formeront la base pour l'amélioration de la situation sécuritaire dans les principaux endroits.

Dans cette étude, les sujets suivants étaient (et seront) suivi dans quatre territoires en Ituri:

1. Une mise à jour de la situation de la sécurité
2. Une mise à jour de la dynamique du conflit
3. Les besoins en sécurité de la population et l'appréciation des acteurs de la sécurité
4. La façon dont les groupes divers de la population (incluant les autorités) voient la situation sécuritaire, particulièrement les femmes et les jeunes.

En mars et avril 2016, une étude de base a été conduite en Ituri par PAX, et par OIM au Nord Kivu.

Nous avons inclus un chapitre concernant la perception de la population de la performance des services comme délivré par la police, l'appareil de la justice et l'administration locale. L'étude a l'intention de devenir la base pour des études séquentielles de suivi, ou de monitoring, de la situation sécuritaire. De ce point de vue elle devra être répétable et devra présenter les tendances dans la situation et les besoins et les perceptions sécuritaires de la population et des autorités dans le domaine de la sécurité. Les mises à jour de cette étude sont planifiées en 2017 et 2018.

### 1.3 Le projet CISPE

Le consortium est né quand les nouvelles priorités de STAREC et ISSSS ont publié leur politique provinciale de stabilisation révisée. Un des points centraux de cette politique est de donner la priorité aux besoins de sécurité de la population dans le travail et la politique des acteurs de sécurité de l'État congolais.

La théorie de changement du consortium prend comme point de départ la faiblesse de l'Etat dans le contexte actuel de l'insécurité et le conflit à l'Est du Congo. Le but du CISPE est de contribuer à l'amélioration globale de la situation sécuritaire à l'Est du Congo. Il renforcera l'ensemble des structures locales. Celles-ci seront facilitées pour réaliser l'interaction

communautaire et avoir accès aux informations sur la situation sécuritaire locale. Il permettra aux communautés et acteurs étatiques de sécurité d'analyser, discuter et adresser les causes de l'insécurité locale. Le programme a pour but d'améliorer la performance des agents de la sécurité locale de l'État et de ses services.

Leurs performances seront appréciées par la population. Le deuxième point de départ du CISPE est de renforcer la réceptivité de l'Etat aux besoins de la sécurité de la population.

CISPE est un consortium constitué de quatre organisations internationales, qui ont leurs propres expériences dans la conduite de programmes à l'Est du Congo. Pendant des années chacune a développé son expertise. Le Bureau International pour la Migration a accompagné des acteurs de sécurité de l'État et des groupes communautaires pour améliorer la démocratisation des politiques de la sécurité et de développement au Nord Kivu et Ituri. Cordaid a développé son approche du Financement sur Base des Résultats (FBR) dans le domaine de la santé publique et dans le secteur de la justice au Sud Kivu pour rendre ces institutions publiques plus sensibles aux besoins des populations. VNG-International a une vaste expérience dans la formation d'administrateurs locaux et pendant plus de treize ans PAX a travaillé dans l'Ituri dans la recherche sur la paix, la sécurité et les conflits.

Le consortium travaillera à plusieurs niveaux administratifs pour améliorer l'exécution des politiques de sécurité sensibles, aux besoins de la population. D'abord, il travaillera aux niveaux provinciaux du Nord Kivu et Ituri. Deuxièmement, il veut travailler au niveau des sept territoires: Nyiragongo, Rutshuru et Masisi au Nord Kivu et dans la nouvelle province d'Ituri dans Aru, Mahagi, Irumu et Djugu.

En fait Ituri est constitué de cinq territoires: Aru, Mahagi, Djugu, Irumu et Mambasa.<sup>9</sup> En 2014 ces sept territoires étaient soumis à une vaste étude de ISSSS concernant le contexte local du conflit et la sécurité. Troisièmement, il travaillera au niveau des chefferies en Ituri, au niveau des chefferies et des groupements au Nord Kivu. La sélection de ces sous-niveaux demande une nouvelle analyse et la consultation avec des partenaires et des autorités provinciales pendant la phase de début.

À ces trois niveaux administratifs des Comités de Sécurité (dans la suite: CdeS) fonctionnent. Les acteurs de sécurité d'une certaine entité collaborent. Ce comité est constitué des responsables de la police, l'administration locale (incluant des chefs), l'armée, la justice, l'ANR, DGM, Tripaix, Parquet: l'autorité locale coordonne leurs activités de sécurité. Ils peuvent se réunir aussi en comité élargi dans des sessions publiques, où les représentants de la population peuvent donner leurs avis sur le contexte de la sécurité. Ces comités de sécurité existant aux trois niveaux administratifs sont donc des plates-formes parfaites pour réaliser la nouvelle politique ISSSS/STAREC, et pour CISPE pour concentrer son travail.

<sup>9</sup> Cependant, Mambasa est exclu du travail de CISPE. La raison est que Mambasa a une dynamique de conflit particulière, le mettant à part du reste de la province d'Ituri. De plus, et à cause de cela, Mambasa est déjà inclus dans d'autres programmes de sécurité et de protection. Donc pour CISPE il reste quatre territoires à travailler en Ituri.

## 1.4 Méthodologie d'étude

Pour la collecte des données sur le terrain, il a été mis en place un groupe d'enquêteurs sur base de critères de leur expérience, connaissance du terrain, maîtrise de la langue, capacités de conduire une rencontre et prendre des notes. Ces enquêteurs ont utilisés des questionnaires élaborés incluant les instructions d'entretien.

### 1. Ciblage des sites

Considérant l'étendue du territoire et les limites budgétaires une stratégie de regroupement des entités était prévue. Les sites de recherche ont été sélectionnés en tenant compte de leur position centrée entre les chefferies à réunir, les distances à couvrir, l'accessibilité, la problématique. Il représente, et -surtout en Irumu et Djugu- la possibilité de réunir des groupes identitaires uniques pour permettre la liberté d'expression à tous les participants.

Ainsi trois sites avaient été retenus dans le Territoire d'Aru. Il s'agit de: Aru; Ariwara et Biringi. Dans le territoire de Mahagi il y avait 4 sites: Mahagi, Nyalebbe, Tali Tali et Alagi. Dans le territoire de Djugu il y avait quatre sites: Blukwa, Fataki, Mongbwalu, Nizi. Enfin dans le territoire d'Irumu il y a avait quatre sites: Bunia, Boga, Marabo Komanda.

### 2. Collecte des données

#### a. Techniques utilisées:

- ◆ Etude de bureau
- ◆ Fiches dessinées pour 1) interviews individuelles 2) interviews dans les focus groupes 3) analyse de documents aux niveaux chefferie/secteur, territoire et province
- ◆ Sessions d'instruction des enquêteurs et chercheurs, c.-à-d. gestion des interviews individuelles et gestion des groupes focus et stratégie de collecte des documents les sujets à couvrir avec l'analyse de documents

#### b. Sujets visés: étude menée en quatre secteurs

- ◆ La situation sécuritaire
- ◆ La dynamique de conflit
- ◆ Les besoins en sécurité
- ◆ Rôle de genre
- ◆ Autres besoins

#### c. Groupes ciblés

- ◆ Autorités (interviews individuelles)
- ◆ Femmes et filles (groupes focus)
- ◆ Jeunes (groupes focus)
- ◆ Société Civile/Leaders d'opinion (groupes focus)

### 3. Analyse des données

- a. Première étape: résumé de chaque site et groupes ciblés en atelier par les équipes des enquêteurs
- b. Deuxième étape: analyse des résumés par les leaders de recherche
- c. Troisième étape: résultats provisoires, premier brouillon rapport

### 4. Restitution

- a. Collecte des commentaires des résultats provisoires par territoire
- b. Inclure les commentaires dans l'analyse

### 5. Rapport final

## 1.5 Les données du site 'PeacebuildingData.org'

CISPE a l'intention de faire le suivi, le monitoring, de la situation sécuritaires dans les sept territoires de Nord Kivu et Ituri dans les trois ans à venir. CISPE va répéter les analyses de la situation de sécurité et de conflits, et les perceptions et besoins en sécurité de la population, surtout les opinions de femmes et jeunes. De plus CISPE suivra les capacités et appréciation des acteurs de sécurité et de la justice.

Il existe déjà une initiative qui est très proche à celle de CISPE. C'est la recherche conjointe de PNUD<sup>10</sup>, Monusco et l'Université de Harvard<sup>11</sup> pour la 'fourniture des données fiables et analyse de la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction dans l'Est de la République Démocratique du Congo'.<sup>12</sup>

Dans cette initiative de recherche on suit entre autre: la perception de la sécurité aussi bien par la population que par les acteurs étatiques de sécurité. Le but principal est de mieux servir les initiatives des programmes avec des données de qualité.

La méthodologie de cette recherche est différente de la nôtre. Elle est basée sur un sondage aléatoire de groupements et des foyers par les participants adultes. Les enquêteurs visitent les participants à la recherche chaque trois mois. Le groupe des participants à la recherche dépasse le taux de 5000 personnes en Ituri, Nord Kivu et Sud Kivu. On publie les résultats chaque trois mois sur le site web de [www.peacebuildingdata.org](http://www.peacebuildingdata.org).

Les rapports sur le site web sont intéressants parce qu'ils peuvent être un mécanisme de contrôle de notre propre collecte de données. Par exemple leur rapports affirment les assertions dans ce rapport que le système de la justice est mal connu au Nord Kivu et en Ituri, que malgré leur réputation la population souhaite le renforcement des FARDC.

<sup>10</sup> Programme de Nations Unies de Développement

<sup>11</sup> Harvard Humanitarian Initiative

<sup>12</sup> Introduction a chaque rapport de Peacebuilding and Reconstruction Polls, Eastern Democratic Republic of Congo [www.peacebuildingdata.org](http://www.peacebuildingdata.org) (Congo: 2014, 2015, 2016)



Il y a deux arguments qui soutiennent une recherche additionnelle sur le même thème par CISPE

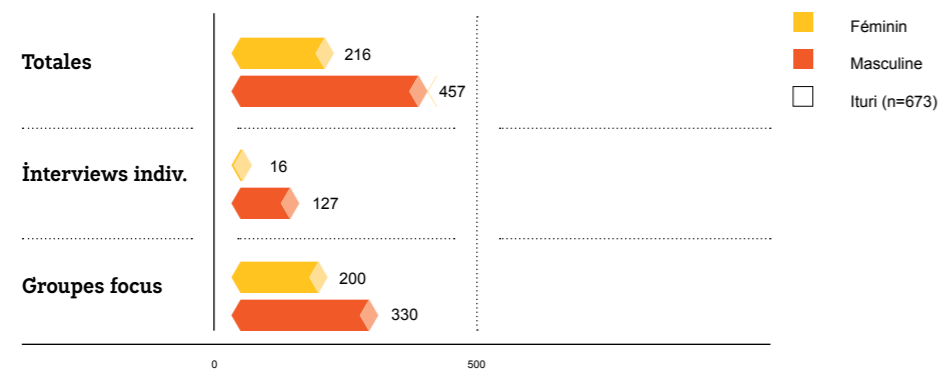
- ◆ CISPE cherche le dialogue démocratique avec les acteurs de sécurité et de la population. Le résultat de recherche doit être vérifié et même développé par les participants à la recherche et par la population. On voudrait développer un sentiment d'appropriation des données, de résultats et des conclusions.
- ◆ CISPE voudrait une contextualisation des tendances sécuritaires par territoire qui est directement pertinente aux acteurs de sécurité et de la justice et en plus la population dans ces communautés.

Les 'Peacebuildingdata' ne suffisent pas dans ces deux domaines. Il serait très utile d'initier un échange avec l'initiative de Harvard, à fin d'achever le renforcement de notre capacité de recherche.

et un juge, des policiers, les fonctionnaires d'ANR, et quelques agronomes. Aussi, deux représentants de la police lacustre ont participé.<sup>13</sup> ◆

## 1.6 Participation à l'étude

**Tableau 1**  
En Ituri: Genre dans les groupes focus et interviews individuelles



Il y avait un total des 673 participants à l'étude, dont 216 femmes. Les femmes et filles ont montré une bonne représentation surtout dans les groupes focus (des femmes et des leaders d'opinion): soit 200 sur un total de 528 donc 38%.

Par contre, les interviews individuelles, surtout faites avec les autorités, ont connues la participation de 127 personnes dont 16 femmes seulement, c.à.d. 12%. Parmi elle, il n'y avait aucune chef de chefferie ou secteur (qui n'existe pas en Ituri), non plus de groupement et 2 femmes policiers. Les autres femmes étaient des fonctionnaires, surtout des départements de genre et enfants, une directrice d'un institut privé, quelques enseignantes de l'école primaire et des infirmières. C'est parmi les autorités que figurent les nombreux hommes notamment les chefs de chefferie et de groupement, les commandants de polices, des FARDC, des magistrats

<sup>13</sup> Voir aussi l'Annexe 1 Participation à l'étude





Vendeur des œufs: même à bas âge, les jeunes doivent contribuer à la survie de leur famille.



# 2. La situation sécuritaire globale en Ituri<sup>14</sup>

## 2.1 Introduction

La province de l'Ituri est constituée de 5 territoires avec environ 5 millions d'habitants. Il existe une industrie de l'or dans les environs de Mongbwalu. Cette Province est constituée des régions minières d'or à Mambasa<sup>15</sup> à Irumu et Djugu où l'or est extrait de la terre par des méthodes artisanales.

Les enquêtés ont déclaré une 'explosion démographique'. Ceci ne peut pas être vérifié par des chiffres<sup>16</sup>, il n'y a jamais eu de recensements réguliers de la population, seulement des estimations de la taille de la population. Nous ne connaissons pas le nombre exact d'habitants en Ituri.

Comparée à d'autres provinces congolaises, Ituri est relativement prospère, avec une infrastructure routière raisonnable (malgré son état déplorable). Les territoires de Mahagi, Djugu et Irumu sont situés à une altitude relativement élevée. Ils possèdent des terres fertiles. Ils sont attirantes aussi pour le pâturage que pour l'agriculture. Il y a des conflits tendus entre éleveurs et agriculteurs. Autrement il y a eu d'autres conflits fonciers substantiels menaçant la sécurité durable en Ituri.

<sup>14</sup> Basé sur une revue de la littérature et message de media en 2015 et l'étude d'ISSSS par PAX en 2014

<sup>15</sup> Comme expliqué avant le Territoire de Mambasa n'est pas inclus dans cette étude.

<sup>16</sup> Le dernier recensement national était organisé à l'époque de Mobutu en 1983

Depuis la guerre, la tension dans les relations ethniques est sentie et, de plus, on a de la peine d'en discuter. Tant qu'il y a de milice sur base ethnique qui continue au sud d'Irumu, cela aurait une répercussion sur la sécurité en Province de l'Ituri.

Plusieurs rapports sur l'Ituri révèlent que les relations sont tendues entre la population et les services étatiques de sécurité. Cela a été démontré par des études précédentes de 2014. La population se sent délaissée par les autorités. Cette situation entraîne nombreuses conséquences entre autre des actes violents de vengeance contre les acteurs de sécurité de l'Etat et des réactions de justice populaire.

La justice est faiblement représentée, quand même mieux dans les villes de Bunia et d'Aru. Ici les Tribunaux de Grande Instance résident avec quelques tribunaux spécialisés. Pour les citoyens dans les zones rurales la justice est presque absente. En ce qui concerne la PNC:<sup>17</sup> Aru et Mahagi ont un millier de policiers pour plus de 2,5 millions d'habitants.

Pourtant, Ituri est aussi caractérisé par un système coutumier relativement fort. Le chef coutumier jouit encore de la confiance et considération de la population. Pour la gestion de la sécurité et des conflits, il est aidé par une pléthore de structures communautaires, y inclus les structures communautaires des jeunes.

La présence des femmes est récemment observée dans certains services publics en Ituri. Particulièrement à Mahagi et à Aru les femmes vivent sous l'influence de droits coutumiers, aussi dans le domaine familial. A Djugu elles ont une voix publique plus claire.

## 2.2 La situation sécuritaire

La province de l'Ituri a connu des développements politiques vers la fin de l'année 2014. En effet, en avril 2015 l'Ituri a bénéficié du statut de province parmi la vingtaine des districts et entités de la RDC.

Au début de 2016 Ituri a eu le commissaire spécial Jefferson Abdallah Pene Mbaka qui a ensuite été élu Gouverneur. Il a pris officiellement ses fonctions en date du 12 mai 2016 à l'issue d'une cérémonie de remise et reprise avec l'équipe sortante du commissariat spécial.

Bunia est devenu une capitale provinciale. Néanmoins, les nouvelles structures ne sont pas encore mise en place partout. La police n'est pas encore réorganisée selon les nouvelles structures.

En 2015, les cas traités par la CPI<sup>18</sup> de Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et de Thomas Lubanga ont plus ou moins été finalisés et ont laissé la population frustrée vis-à-vis des principaux auteurs non-jugés et, dépendant des points de vue des différentes parties de la population Iturienne: les punitions étaient relativement légères.

<sup>17</sup> Police Nationale Congolaise

<sup>18</sup> Cour Pénale Internationale, située à La Haye

Entre-temps les frictions sont intensifiées dans les régions administratives limitrophes entre Ituri et Nord Kivu. Le sud d'Irumu subi les conséquences de l'activisme de l'ADF-Nalu contre les FARDC appuyées par la FIB<sup>19</sup> Tanzanienne en territoire de Beni: des nouveaux déplacements des populations,-UNOCHA les estime à 70.000 à 80.000 personnes- dans des camps ou dans des familles hôtes sur la route d'Eringeti à Komanda.

En 2014 déjà on a donné l'alerte en ce qui concerne les conflits fonciers dans la région et leur augmentation en échelle. Aujourd'hui on voit que les conflits frontaliers entre chefferies ont de plus en plus une dimension ethnique.

L'arrestation de Cobra Matata au début 2015 a abouti à la désintégration du FRPI en groupes fragmentés. Aujourd'hui les activités du FRPI ne sont plus limitées au secteur de Walendu Bindi. La Radio Okapi avait régulièrement informé les attaques de FRPI à Walendu Bindi et Walese Vonkutu

Au début de 2016 une hausse des attaques aux civils était notée en Ituri et Haut Uelé. Le taux de crimes et de violences avait augmenté avec presque 65%. Surtout en Ituri: à peu près 60% par les FRPI et 40% par les milices de Mambasa. Plus de 42% des crimes commis était exécutés par des FARDC.<sup>20</sup>

La situation des prisons est déplorable, surtout à Bunia et à Aru. Les rapports<sup>21</sup> révèlent de tortures dans les prisons, d'arrêts arbitraires par la police suivi par des paiements pour la libération et de chambres conjointes pour hommes et femmes.

Il y a eu des campagnes de désarmement en 2015 avec, selon les messages de radio Okapi, de bons résultats: avec une compensation financière. On a récupéré 20 milles armes livrés volontairement.<sup>22</sup> Il est difficile d'estimer les vrais succès des actions gouvernementales.

La RD Congo a des problèmes frontaliers récurrents avec l'Ouganda et Soudan du Sud: les frontières internationales ne sont pas clairement déterminées à certains endroits. En tout cas les interprétations des nations diffèrent. La RD Congo a déjà à certains lieux éloignés des postes douaniers, après l'intimidation militaire de l'Ouganda. En avril 2016, le Soudan du Sud a aussi réclamé une partie du Congo. Après des négociations ils se sont retirés. Les dynamiques autour des prochaines élections méritent une étude.

## 2.3 Dynamiques des conflits

En Ituri, trois facteurs importants ont contribué à l'échelle des conflits:

### Conflits fonciers

La terre est la question la plus conflictuelle dans l'Ituri. C'est une question de droits fonciers organisés en fonction des lignées héréditaires. La terre est donc traditionnellement gouvernée

dans le contexte d'appartenance ethnique. Par contre la loi congolaise dit que le système foncier est gouverné par l'Etat. Les deux systèmes sont donc des systèmes de droit foncier parallèles. Les chefs coutumiers jouent un grand rôle dans ce système: la tradition, ainsi que l'Etat, leur accordent des responsabilités de gestion foncière. Les chefs peuvent en profiter financièrement. En même temps ils peuvent devenir des médiateurs dans des conflits fonciers dans lesquels ils sont parties intéressées. Localement cette dynamique joue de différentes façons. Le chef est influencé par les intérêts économiques: entre 'sa' population et sa famille régnante et entre la pression d'espérances populaires et ses obligations envers l'Etat. Ça peut créer des tensions dans sa famille, entre chefferies ou groupements et, comme conséquence, dans la population.

Jusqu'aujourd'hui l'industrie pétrolière n'a pas encore commencé l'exploitation en Ituri. La compagnie Total est la plus active, au bord du Lac Albert à Irumu, dans sa concession: le bloc 3. Les autres entreprises congolaises au Lac Albert dans les blocs 1 et 2 n'ont encore développé aucune activité. Le conflit entre industrie, le gouvernement et la population est surtout un conflit d'attentes. Les négociations se focalisent sur les compensations aux pertes de terre (alors il prend la forme d'un conflit foncier potentiel). Ils n'ont pas encore montré qu'ils ont le potentiel d'une vraie dynamique de conflit avec un impact important pour Ituri.

### Or

Ituri est une région riche en or et cela a fait de la province une des zones les plus riches de la RDC. En 2012 il a été estimé que 20% de l'économie d'Ituri dépendait de l'or et peut-être 300.000 personnes ont eu un revenu du creusement artisanal de l'or. Entre 1998 et 2003, l'exploitation aurifère autour de Mongbwalu a aidé à prolonger la guerre entre l'Ouganda et la RDC qui a eu des retombées sur les communautés locales entre autre le Bahema et le Walendu. En plus, il y a du pétrole, du coltan, diamants, animaux sauvages (ivoire), bois, bétail, la terre et les autres ressources naturelles. En RDC, ces ressources naturelles peuvent attirer des groupes armés pour supporter leurs troupes.

Le coup principal de l'or d'Ituri est fait par la contrebande à Kampala<sup>23</sup> d'où il est alors exporté pour être vendu à Dubaï. On a estimé récemment que tous les trois mois 20 kilogrammes d'or sont faits par contrebande par l'Ouganda. A une valeur estimée de 2,5 à 3 millions de dollars américains par an. Puis que l'exploitation aurifère artisanale était l'affaire militaire pendant la guerre, autour de 8.000 à 10.000 ex-combattants ont réussi à réintégrer dans les mines d'or autour de Mongbwalu et dans des autres régions de Djugu et Mambasa.

La concession numéro 40 est exploitée par AGK<sup>24</sup> qui couvre tout le Djugu, la moitié d'Irumu et un peu de Mambasa. La mine d'or à Gety, Sud Irumu, est toujours localisée dans une zone militarisée de leur concession. Jusqu'ici, AGK n'a pas osé rejeter les creuseurs à cause de leur histoire de guerre. En Ituri la vie des orpailleurs artisanaux est devenue plus difficile puisque l'or est de plus en plus difficile à atteindre, les nouvelles veines deviennent rares et les investissements à faire pour atteindre les réservoirs souterrains profonds sont de plus en plus risqués. Ce qui est remarquable est que la paix est relative dans la région Mongbwalu. La collaboration souterraine entre les anciennes milices opposées semble facile. Et sur le

19 Force Intervention Brigade

20 UNOCHA, Réunion d'échange d'informations et de coordination des activités humanitaires, Bunia 4 mars 2016

21 Radio Okapi

22 Radio Okapi

23 Radio Okapi (2015)

24 Ashanti Goldfields Kilo / MGM Mongbwalu Gold Mines



terrain en dehors des mines tout le monde, particulièrement les nombreux services d'Etat et les services étatiques de sécurité, peut en profiter. De plus, la présence de FARDC est récemment constatée près de Mongbwalu.

### Acteurs étatiques

Le rapport de 2014 a clairement démontré l'influence néfaste du comportement des acteurs étatiques dans le domaine de la sécurité et de la justice. Leur absence et, en même temps, leur présence abusive combinée avec les conséquences comme la justice populaire dans le domaine foncier et la résistance violente envers la police créent des dynamiques de conflit. Dans un climat des rapports communautaires ultra-sensibles les risques sont substantiels.

## 2.4 La question de genre

En général en Ituri:

- ◆ Les femmes sont violées dans la guerre par des groupes armés, kidnappées comme porteuses, autour des mines et dans son propre foyer ('la violence domestique'), aussi les violences sexuelles durant les marchés nocturnes. Elles ne sont pas ouvertement discutées.
- ◆ En général, elles sont moins éduquées que les hommes
- ◆ Leur voix concernant affaires sécuritaires sont entendues dans le foyer, village et Nyumba Kumi
- ◆ Elles s'expriment mieux dans des groupes purement composés de femmes
- ◆ Leur intégrité est moins doutée que celui des hommes

Les relations socioculturelles et économiques, les perceptions entre les sexes sont mal comprises dans le contexte de sécurité. Les femmes en Ituri ont beaucoup de responsabilités et tâches au niveau du ménage incluant les décisions d'économie, mais n'ont aucun pouvoir de décision. Cependant, elles ont un niveau d'éducation inférieur que les hommes et se sentent souvent inaptes à représenter la communauté aux niveaux plus hauts. Il y a des différences locales, cependant.

Les conversations avec des spécialistes de genre en Ituri révèlent qu'il y a une impression que dans les vieilles zones minières - où les politiques des Belges ont eu un impact - il y a plus de femmes actives dans la société civile qu'ailleurs. Les voilà souvent aussi légèrement mieux instruites.

Dans cette recherche nous avons noté qu'on consulte presque jamais les femmes à Aru et Mahagi concernant les affaires sécuritaires. À l'extérieur de chefs lieu de territoires, il y a des zones où les femmes ont vraiment une voix dans les questions de sécurité. Par exemple une

petite étude par le Réseau Haki na Amani/FOMI<sup>25</sup> a montré qu'à Djugu et aussi à Irumu, il y a des comités de paix de femmes qui collaborent avec leurs homologues de genre masculin concernant les questions sécuritaires. La participation dans les comités de paix mixtes n'atteint pas cinquante pourcent mais dans presque la moitié des cas les trésorières sont des femmes. Approximativement un tiers ont des vice-présidentes et présidentes féminines.

La violence sexuelle est un phénomène répandu dans toute la RDC. En 2014 Mahagi est sorti d'une étude de PNUD<sup>26</sup> comme une région spécifiquement vulnérable à la prévalence élevée de la violence domestique. Les FRPI enlève les femmes afin de les utiliser comme 'porteuses'.

En outre, il a été révélé qu'autour des mines d'or la prostitution et la violence contre les femmes sont récurrentes. Il convient de noter que ce n'est pas seulement la présence de l'armée et des milices qui aggrave seulement cette situation. Une étude est à mener pour une meilleure compréhension de cette situation. ◆

<sup>25</sup> Étude interne par Réseau Haki na Amani/FOMI, 2013

<sup>26</sup> Radio Okapi (2014) et UNOCHA





Reconstruire un pont au cours de route:  
l'état des infrastructures en Ituri est  
déplorable.



# 3. La situation sécuritaire à Aru

est, depuis la guerre, connue comme un centre commercial où les commerçants congolais, ougandais et sud-soudanais se rencontrent. Il est tristement célèbre pour son commerce transfrontalier clandestin et la corruption d'agents de l'Etat.

Aru est renommé pour sa résistance contre les autorités de l'Etat: incendies du bureau d'OCC,<sup>27</sup> les bureaux de DGDA,<sup>28</sup> Tripaix saccagés par la population en 2015, à Ariwara les protestations contre la concession de l'église catholique non-accessible pour l'agriculture, et les nombreux cas de justice populaire. Pendant la deuxième moitié de 2013 un petit mouvement rebel, appelé le M18, était actif qui a été perçu comme un reste des vieilles FAPC,<sup>29</sup> une milice pendant la guerre. Le M18 a attaqué des commissariats de police et des marchands soupçonnés dans l'affaire de corruption qui a exclu la population locale. Il s'est apparemment dissous au début de 2014 et on ne l'a plus entendu.

La population vit de l'agriculture en territoire de Aru. Ce qui l'expose aux conflits fonciers. Après la guerre la dynamique de conflits fonciers a été exacerbée quand la milice d'Aru, l'FAPC de Jérôme Kakwavu, a été réintégrée dans des bataillons locaux des FARDC. Il a fondé sa propre commission foncière pendant la guerre qui s'appelait 'Division des Titres Immobiliers'<sup>30</sup>. Avec ses décisions il a créé de nouveaux conflits plutôt de les résoudre. L'héritage conflictuel a laissé ses traces dans le domaine foncier jusqu' aujourd'hui.

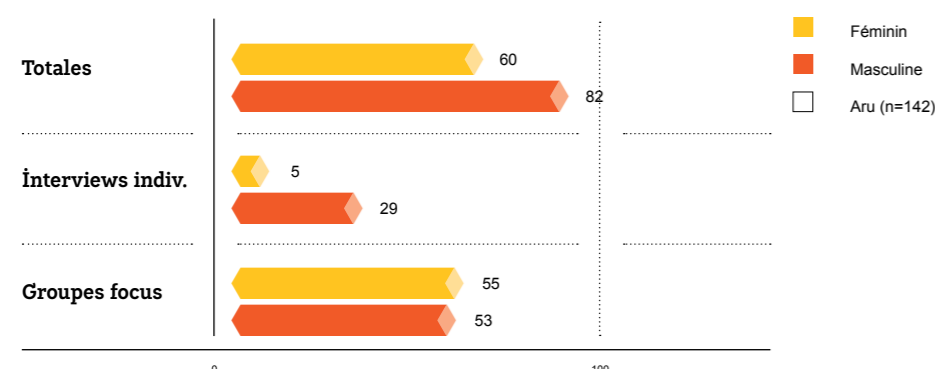
L'Ouganda a une grande influence sur l'économie d'Aru. Le shilling ougandais est la monnaie utilisée, le franc congolais est à peine accepté. Il y a des conflits frontaliers réguliers avec l'Ouganda. Les conflits fonciers privés en sont souvent à la base, mais pas toujours. Une fois (2012) l'Ouganda a occupé un village près de la frontière où les Congolais avaient déplacé un poste frontalier vers la frontière congolaise. Récemment on a vu aussi des confrontations à la frontière avec le Sud Soudan.<sup>31</sup> En plus il y a aussi de nombreux conflits fonciers entre les agriculteurs privés congolais et ougandais.

Aru est administrativement subdivisé en: huit chefferies, un secteur du Ndo (une population 'de chasseurs et de ramasseurs') et deux cités (Aru et Ariwara).<sup>32</sup> En territoire d'Aru il y a un Tribunal de Paix en cité d'Aru pour tout le territoire et un Tribunal de Grande Instance. Le nombre de postes des FARDC à Aru est inconnu mais une corde de postes des FARDC existe le long de la frontière avec l'Ouganda.

## 3.2 La situation sécuritaire

Le territoire d'Aru n'a pas connu la même situation de guerre comme Irumu et Djugu. La FAPC était active et avait des alliances avec quelques milices qui étaient actives dans le conflit Lendu-Hema surtout aux alentours des régions aurifères, notamment avec l'FNI à

**Tableau 2**  
La participation à l'étude à Aru



## 3.1 Introduction

Basé sur les recensements de la population (2011), le Territoire d'Aru compte autour de 1,1 million d'habitants. Le plus grand groupe ethnique à Aru est celui du Lugbara, un groupe ethnique, qui est aussi présent en Ouganda. Aru est le chef-lieu du territoire du même nom, située près de la frontière ougandaise. Elle a un piste d'atterrissage. Ariwara est la seconde 'cité' en territoire d'Aru et est, comme la cité d'Aru est située à la frontière avec l'Ouganda. Elle

27 Office Congolais de Contrôle

28 Direction Générale des Douanes et Accises

29 Forces Armées du Peuples Congolais

30 IKV Pax Christi et Réseau Haki na Amani (2009) Conflits fonciers en Ituri: Poids du passé et défis pour l'avenir de la paix.

31 Radio Okapi (2016)

32 Uhaki Safi (2015) 'Programme d'Appui au Renforcement de la Justice à l'Est de l'RD Congo (PARJ-E)'

Mongbwalu. Il n'y a jamais eu une guerre ethnique dans le territoire d'Aru. Pendant la guerre il y avait une sécurité relative pour la population. Cependant, Ariwara et Aru sont de grands centres commerciaux, développés en raison du commerce (clandestin) avec l'Ouganda. Ceci attire la présence de réseaux politico-économiques actifs dans des agences douanières, la police, l'armée. Le secteur de la justice était curieusement absent dans les discussions de sécurité à Aru. La majorité des interviewées ne connaissaient même pas l'existence du Tripaix dans Aru-ville, ni du parquet, même pas les habitants de la ville d'Aru. Entre-temps la population est laissée à résoudre ses propres problèmes.

### L'insécurité causée par des acteurs de sécurité et la population et ces conséquences

La population du territoire d'Aru voit les menaces de sécurité ci-après comme les plus importantes:

#### 1. Le commerce frontalier illégal avec l'implication des acteurs de services étatiques de sécurité.

- ◆ Les exemples le plus souvent cités: La contrebande de drogues et boissons alcoolisées de l'Ouganda, avec l'implication des FARDC et la police.
- ◆ Beaucoup de véhicules (accompagné par la police et l'armée) traversent librement la frontière avec l'Ouganda et le Soudan du Sud. L'implication présumée de certains acteurs de sécurité dans la fraude de véhicules, y compris la PNC<sup>33</sup> en 2015. Il y a des témoins qui ont rapportés cette situation.
- ◆ Le soupçon du trafic d'armes en provenance de Soudan et ailleurs constitue une menace.

#### 2- La criminalité par certains acteurs de sécurité

Les exemples cités:

- ◆ Corruption par certains acteurs de sécurité: FARDC, police, douane, DGM,<sup>34</sup> justice
- ◆ L'armée fait installer des barrières irrégulières de route et exige d'honoraires à payer à chaque passage (d'habitude autour de 1000 UGX, mais parfois jusqu'à 9000 UGX - autour de 3 dollars pour chaque passage). La police harcèle de même les gens avec des pénalités injustes pour des petites infractions ou inventées.
- ◆ Harcèlement et intimidation sexuelle de femmes par des militaires.

Selon les interviewés à Biringi qui sont de Kakwa, Aluru et Ndo au moins 14 barrières de routes des FARDC sont connues dans leurs environs (voir tableau 2) et de la police aux moins quatre. Les 'taxes' et les amendes peuvent se retrouver dans les marges de 300 à 800 UGX (entre à peu près 1USD à 2,5 USD) ou plus. Ayamba est la barrière la plus citée et semble particulièrement célèbre pour les tracasseries et les montants commandés.

En territoire d'Aru l'acteur principal d'insécurité sont certains acteurs étatiques de sécurité: d'abord les militaires ensuite la police. Le troisième acteur est le système de la justice qui laisse

<sup>33</sup> Police Nationale Congolaise

<sup>34</sup> Direction Générale de Migration

## Les barrières en Aru selon les focus groupes de Biringi

### A. Par la FARDC

- ◆ **Axe Nyagoma - Manda** en chefferie de Rākwa
- ◆ Iḁ barrière serait érigée au niveau de Nyagoma centre
- ◆ Iḁ barrière serait érigée au niveau de Manda
- ◆ Iḁ barrière serait érigée au niveau de Amati
- ◆ **Axe Ariwara - Oronzo** en chefferie de Zaki
- ◆ Iḁ barrière serait érigée au niveau d'Oniba
- ◆ **Axe Aru - Adranga** en chefferie Aluru
- ◆ Iḁ barrière érigée au niveau d'Apinaka
- ◆ Iḁ barrière érigée au niveau d'Adranga
- ◆ **Axe Ariwara - Nyagoma** en chefferie de Rāliko
- ◆ Iḁ barrière serait érigée au niveau d'Amati
- ◆ **Axe Imbokolo** en chefferie de Rākwa
- ◆ Iḁ barrière serait érigée à Adhi
- ◆ **Axe Atsinia - Ariwara** en chefferie Zaki
- ◆ Vers le pont de la rivière Lokoro
- ◆ **Axe Aru - Ariwara**
- ◆ A Aga la police fait payée de l'argent aux usagers de la route et surtout les motards
- ◆ **Et en plus à:**
- ◆ Ayamba, Boli, Towu et Rāndoi

### B. Par la PNC

- ◆ **aussi à:** Rārekere, Adranga, Apinaka, Azumbe

des crimes impunis ou mal punis. La population voit les acteurs étatiques de sécurité avec suspicion. Ils sont considérés comme complice dans l'insécurité au lieu de jouer pleinement leur rôle de contribuer à la sécurité de la population. La résistance des gens contre ceci est devenue une cause d'insécurité en soi. En fin la population.

### L'insécurité causée par les conflits fonciers

À Aru, comme partout en Ituri, il y a une compétition concernant la gestion de terres. Elle est accompagnée par la violence qui semble aller de mal à pire avec plus de 20 meurtres en 2015 selon les autorités de territoire<sup>35</sup>. Certains conflits jouent à une grande échelle. La médiation et la gestion de ces conflits continuent trop longtemps sans aboutir à une conclusion. Zaki est une zone où les conflits de terre sont traditionnellement nombreux. Les causes et tensions sont expliquées ci-dessous.

<sup>35</sup> Rapport annuel 2015 d'Administration de Territoire d'Aru



## Les cas des conflits d'échelle substantif

### Conflits des limites territoriales entre entités

#### 1. Avec autres territoires

- ◆ Entre territoire d'Aru et territoire de Faradje à Rjtambala,
- ◆ Azayi et Dramba avec la chefferie de Raliko -Omi
- ◆ Entre territoire d'Aru et territoire de Mahagi, à Yamba en chefferie des Aluru et Aluru Djuganda

#### 2. Entre les chefferies

- ◆ Entre Raliko et Zaki à groupement Odrara
- ◆ Entre Zaki et Raliko à Ayida
- ◆ Entre Aluru et Zaki à Paniki (Adja)
- ◆ Entre Iu et Zaki aux environs d'Atsinia à Akaba
- ◆ Entre Iu et Otso à Pakia
- ◆ Entre Aluru et Ndo à Matazu

#### 3. Internes aux entités

- ◆ En Aluru, dans le groupement Apinaka, le village Paniki
- ◆ À Ndo-Ramule, le village Yaba II du groupement Djurupani opposé au village Odranyiri d'Ofika
- ◆ À Rakwa, dans le groupement Drisso, rivalité au sein de différents clans du village Odhumoni
- ◆ À Zaki:
  - villages Alia et Omba de groupement Ovisoma
  - village Nayi et Odranyiri du groupement Apaa
  - village Angarakini en groupement Rjikia
- ◆ À Rakwa, conflit entre les villages Ezoroli, Ijku et Aritabe

#### 4. Le centre d'Aru

- ◆ Limite de territoire avec l'Ouganda
- ◆ La cité avec la chefferie Otso

#### 5. Le centre d'Ariwara

- ◆ Entre le village de An-mil-an et l'église catholique concernant la concession diocésaine au centre d'Ariwara

## 3.3 Dynamiques des conflits

Dans les groupes focus, les femmes et les jeunes relèvent que les causes profondes des conflits et problèmes sécuritaires sont dues à la situation économique: le chômage parmi les jeunes et la pauvreté en général. Les problèmes politiques en particulier sont vus comme un élément clé par des représentants de la société civile: l'échec du système politique. On voit aussi l'espace insuffisant qui doit être partagé avec un grand nombre de gens entre eux et avec des non-originares.

### L'arrivée d'étrangers

Certains enquêtés considèrent les personnes venant d'ailleurs comme des 'étrangers' venant à Aru est généralement vu comme un problème sérieux. Il y a trois groupes qui sont la cause principale pour cette inquiétude à Aru:

1. Les gens venant de Faradje de Haut Uelé dont le nombre est inconnu.
2. Des réfugiés soudanais du sud, allant entre autre du Nord Aru, et comptant plus de 11.000 personnes selon UNOCHA<sup>36</sup>.
3. Des gens venant de l'Ouganda avec des origines et des motivations diverses: installation, le commerce légal et illégal.

### Conflits fonciers

Il existe des conflits fonciers particulièrement inquiétants qui ne peuvent pas tous être imputés au gouvernement. Un conflit foncier important existe autour des concessions de l'église catholique au milieu d'Ariwara avec le village de An-mille-an. En 2014 c'était déjà une cause de grande préoccupation pour la société civile et c'est seulement devenu pire. Il y a eu déjà les premiers meurtres. D'autres conflits fonciers importants mentionnés par plusieurs groupes focus et par quelques autorités individuelles sont les conflits des limites territoriales. Extrêmement sensible est le conflit entre deux chefferies (Kaliko et Zaki) qui sont placées à la frontière d'Aru et Faradje (dans Haut Uelé), et un conflit entre deux villages dans le groupement d'Adobia.

Les relations ethniques tendues ne sont pas la question principale en Aru, c'est le gouvernement qui ne fournit pas beaucoup d'efforts pour résoudre les conflits. Les conflits deviennent plus grands, ils sont la préoccupation principale de la zone.

Encore: à Aru, comme ailleurs, la performance des acteurs étatiques de sécurité est une cause profonde de la dynamique de conflit. L'appréciation de ces acteurs montre ceci clairement.

## 3.4 Gestion de sécurité et conflit

### Capacités PNC

Nos informations au sujet de la capacité des acteurs de sécurité à Aru ne sont pas complètes. Ce qui manque pourrait être complété dans la deuxième phase de cette étude. Nous citons ce que nous avons trouvé:

## Structure d'Administration et la Capacité de PNC en territoire d'Aru<sup>37</sup>

### Aru Administration:

- ◆ 8 chefferies
- ◆ 84 groupements

### PNC Aru

- ◆ Effectifs totales: 565

### Commissariats et Sous Commissariats:<sup>i</sup>

Aru territoire: 5 CIATs, 38 SCIATs

- ◆ Ariwara: 10 SCIATs
- ◆ Aru: 6 SCIATs
- ◆ Alungba: 7 SCIATs
- ◆ Adranga: 7 SCIATs
- ◆ Rùmuru (Rakwa chefferie): 9 SCIATs

Selon les focus groupes ainsi que les autorités voire la police, Aru a un problème de recrutement qui affecte sérieusement la qualité de leur travail. Il y a un manque de transparence. Le recrutement de la police s'effectue dans la plus part des cas parmi les criminels, les prisonniers. Cette situation se justifie par l'absence de citoyens volontaires pour ce service, la mauvaise gestion de prison, la formation échoue et les recrues manquent de motivation.

Il convient de noter que nous n'avons pas identifié les postes des éléments des FARDC et leur nombre en territoire de Aru. Toutefois, il est à signaler que la population proteste contre leur présence au niveau des barrières érigées, car ils y demandent de l'argent et de leur position près de la frontière avec le sudan du Sud.

Le secteur de la justice est représenté à Aru avec un Tripaix et un Parquet. La plupart des personnes interviewées ont entendu de son existence, mais ne connaissent pas exactement son rôle.

### La collaboration entre acteurs de sécurité

Selon les autorités dans la cité d'Aru, il existe une collaboration au sein du Comité de Sécurité de Territoire, mais la plupart d'entre elles affirmait qu'il y a peu d'échange avec la population. Certains disaient que la société civile est parfois présente. D'autres autorités considèrent que les matières y traitées sont secrètes.

Cette enquête a révélé qu'il n'existe pas de collaboration entre les services étatiques de sécurité et les structures communautaires des jeunes. Les jeunes ont déclaré qu'ils ne

connaissent pas l'existence de plan de sécurité. Mais aussi ils s'accusent mutuellement. Un groupe de femmes a déclaré qu'il y avait la mention de réunions de sécurité avec la population mais elles n'ont jamais eu lieu en réalité. Il y a peu de connaissance des services étatiques de sécurité qui collaborent. Dans Ariwara les groupes focus de femmes ne sont pas au courant des comités élargis de Sécurité tandis que les jeunes et les leaders d'opinion sont conscients de la possibilité. Ils savent qu'on consulte parfois des représentants de la société civile, la FEC<sup>38</sup> et certains groupes de jeunes en matière de sécurité. Cependant, les femmes ne sont donc pas impliquées.

## 3.5 Besoins sécuritaires

Les structures étatiques qui s'occupent du maintien de la sécurité cités en Aru sont les suivantes: PNC, FARDC, DMIAP<sup>39</sup>, autorités locales, DGM<sup>40</sup>, PCR<sup>41</sup>, le Parquet et le Tribunal de paix. Au sujet de l'appréciation, nous avons demandé de donner un chiffre indicatif sur une échelle de 1 à 5 (1 le moins apprécié, 5 le plus apprécié) pour La PNC, FARDC, les Chefs, Les structures locales, le Tripaix, l'Administration de Territoire et Monusco.

L'appréciation donnée par les femmes et les jeunes à tous les acteurs de sécurité est généralement plus bas (et plus radical) que celle des leaders d'opinion et les autorités. Les autorités et leaders d'opinion ont tendance d'apprécier tous les acteurs de sécurité moyennement (entre 2 et 3,5).

Ce sont particulièrement les femmes d'Aru qui ont déclaré que les tracasseries, l'intimidation et les fouilles de leurs biens par les FARDC et la PNC le long de routes constituent l'insécurité. Les jeunes soulignent aussi ce sujet. Les deux groupes de femmes et de jeunes donnent le score d'appréciation le plus bas à l'armée. La deuxième pire appréciation concerne la police.

En outre, malgré l'implication des chefs coutumiers dans les accords fonciers, signalés par les leaders d'opinion, ce sont particulièrement les femmes qui leur donnent une haute appréciation. Elles s'attachent plus que les autres participants au système coutumier et aux structures communautaires de sécurité des jeunes.<sup>42</sup> Les femmes et quelques jeunes ont même exprimé le souhait de revenir au système coutumier au lieu de systèmes étatiques et juridiques 'modernes'.

Le contexte local est gouverné par les Chefs de Chefferies. Sauf au secteur Ndo, c'est la gouvernance héréditaire qui règne. En principe, on voit le chef comme un médiateur des conflits fonciers. Le chef est parfois accusé d'être impliqué dans les ventes illégales des terres. Mais, à Aru cette accusation semble moins évidente qu'aux autres territoires.<sup>43</sup> Les participants à l'étude n'ont pas pris au sérieux le Tripaix et les magistrats à Aru et Ariwara; ils ne figurent pas dans les discussions dans les groupes focus. Il est étonnant que les représentants de la société

38 Fédération des Entreprises du Congo (=Chambre de Commerce Congolais)

39 Détection Militaire des Actions Antipatriotiques

40 Direction Générale de la Migration

41 Police de la Circulation Routière

42 Dans ce cadre nous suspectons que la basse appréciation des jeunes des chefs est une sous-estimation, une faute. Il est bien possible que 2 sur 5 est une faute: les arguments des jeunes ne conviennent pas à un 2 sur 5 mais sont plutôt proche de un 3 sur 5.

43 Toutefois: ces informations peuvent rester non détectées dans cette étude.

37 Source: La police de Territoire d'Aru

**Tableau 3**  
l'Appréciation des acteurs de sécurité et de la justice en Aru (échelle d'appréciation 1 à 5)

9 focus groupes territoire d'Aru à 3 sites	PNC	FARDC	Chefs	Structures locaux	Tripaix	AT	Monusco
	2+	1+	2,5	3-	--	--	--
<b>Femmes</b>							
Aru	2/5	1/5	3/5	3/5	Pas d'info	Aucune idée	Inexistant
Ariwara	2/5	1/5	2,25/5	3/5			
Biringi	-	-	3,5/5	3/5			
	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr. 1</b>	<b>Appr. 3</b>	<b>Appr. 3</b>			
<b>Jeunes</b>							
Aru	1/5	1/5	2/5	3/5	Pas d'info	Aucune idée	Inexistant
Ariwara	2,5/5	1/5	2/5	2,5/5			
Biringi	1,5/5	-	-	-			
	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr. 1</b>	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr. 3-</b>			
<b>Leaders d'opinions</b>							
Aru	2/5	1/5	3/5	2/5	Pas d'info	1/5	Inexistant
Ariwara	1,5/5	2,5/5	2/5	2 /5			
Biringi	-	-	2,5/5	2,5/5			
	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr. 2-</b>	<b>Appr. 2,5</b>	<b>Appr. 2,5</b>			
<b>Personnes Interviewés</b>							
Aru	2/5	2/5	2/5	2,5	Pas d'info	2/5	Inexistant
Ariwara	3,5/5 et	3,5/5	3,5/5	3,5/5			
Biringi	3/5	0/5	-	-			
	<b>Appr. 3</b>	<b>Appr.1 à 1,5</b>	<b>Appr. 3-</b>	<b>Appr. 3</b>			

civile/leaders d'opinion sont plus prononcés concernant la performance de la police et des FARDC et -en comparaison avec les femmes- critiquent plus les chefs coutumiers. Les autorités montrent la même tendance.

Par ailleurs, il sied de souligner que la plus part des participants à l'étude (les femmes, les jeunes eux-mêmes et les chefs interviewés) placent leur confiance aux structures communautaires des jeunes dans le maintien de leur sécurité.

Concernant la médiation de conflits (fonciers et autres) le Tripaix n'est pas considéré par les citoyens d'Aru qui placent leur confiance au système coutumier.

Les leaders d'opinion soulignent des problèmes de violence sexuelles notamment à l'intérieur de foyers et en dehors des foyers par l'intimidation de certains éléments de la police et de l'armée. Les femmes n'ont pas clairement évoqué ce problème. Néanmoins, elles ont déclaré que les militaires rançonnent les pauvres mamans aux barrières et les dépouillent de tous leurs biens.

Cette étude établie que les FARDC constituent la première menace à la sécurité suivie de la police et enfin les jeunes chômeurs drogués.

En plus, dans les focus groupes des jeunes et des représentants de la société civile et les interviews individuelles de la cité d'Aru, ont accusé 'des étrangers' de l'Ouganda et d'autres personnes de l'extérieur (Faradje et le Sud Soudan) pour l'insécurité dans leur région.

Les femmes n'ont pas mentionnée des étrangers comme des acteurs de l'insécurité. D'autres déclarations remarquables viennent des fonctionnaires qui critiquent leur propre département. Un policier, par exemple, mentionne que la police est un des acteurs principaux d'insécurité. Un représentant de la justice mentionne que certains magistrats d'Aru ville ne font pas leur travail. Dans le contexte de la problématique de la justice populaire, la population même est parfois citée comme acteur de l'insécurité, mais l'argument ne figure pas fortement dans les résultats de recherche.

### 3.6 Genre et Âge

#### Le facteur Genre

Il convient de noter que lors de restitution des résultats d'étude, il a été révélé que la plus grande menace que les femmes rencontrent ce sont les violences sexuelles au niveau domestique. Si on parle de leur propre sécurité il semble que les femmes s'inquiètent plus de leur situation familiale que du traitement des policiers et des militaires.

Pourtant et comme déjà expliqué les femmes ont de fortes opinions concernant la performance des acteurs étatiques de sécurité. Les femmes sont tracassées et parfois violées par les forces de sécurité. L'échelle de ce problème n'a pas été étudiée et reste non-claire. En outre, elles ne sont pas beaucoup favorisées par la société en Aru, et elles sont moins instruites par rapport aux hommes.

Les femmes sont actives au sein des associations communautaires. Elles ont un potentiel pour donner leurs avis et connaissance en matières sécuritaires (elles sont mieux placées pour restaurer et réconcilier les relations entre les parties en conflits). Elles ont exprimé leur intérêt de recevoir aussi de l'instruction pour leur autonomisation.

Par ailleurs, elles ont exprimé leur souhait d'être formées en matières de sécurité. La plus part des femmes désirent de retourner au système coutumier.

**Les jeunes font mention d'un nouveau problème qui est lié au genre: les femmes des soldats collectent des taxes à certaines barrières de route érigées par les FARDC.**

### Le facteur Âge

Les jeunes, c.à.d. les jeunes hommes, ont une position ambiguë dans le domaine sécuritaire. D'un côté la communauté attend qu'ils devraient prendre le rôle de sécuriser la communauté. De l'autre côté ils sont parmi ceux qui menacent la sécurité communautaire. (Pourtant les femmes, les leaders et les jeunes placent confiance en eux qu'à la police ou les FARDC).

Les leaders d'opinion ont exprimé leur souhait que les groupes des jeunes se forment en association et régularisent leur situation avec l'Etat pour contribuer à rétablir la sécurité.

## 3.7 Conclusions

La population a besoin que les services étatiques de sécurité jouent pleinement leur rôle de maintien de sa sécurité et non pas être transformé en acteur de l'insécurité. Les acteurs de sécurité étatiques ont besoin de collaborer avec la population pour améliorer la sécurité en territoire d'Aru.

La population a besoin de mieux connaître comment les structures de sécurité fonctionnent, les plans et leurs politiques de sécurité et de gestion de conflit. Ils ont besoin de plus de transparence.

La police est actuellement trop criminalisée. La gestion de la prison doit être améliorée pour ne pas faciliter l'implication des ex-prisonniers dans la police. La police a besoin d'un recrutement des citoyens intègres et instruits pour renforcer ses performances.

Il y a un souci majeur concernant le rôle de l'Ouganda, du Soudan en complicité avec certains acteurs de sécurité de l'Etat dans leur implication dans des fraudes (la contrebande des voitures, le commerce illégal de drogues et d'armes).

La justice (le Tripaix et le parquet) devrait travailler efficacement afin que la population soit satisfait et connaisse son rôle de contribuer à la résolution des conflits.

Les enquêtés ont exprimé le souhait de revenir au système coutumier (surtout les femmes). Les femmes devraient s'impliquer dans la sécurité y compris la médiation des conflits. Actuellement, l'étude approfondie sur les groupes des jeunes et la sécurité est impérieuse pour comprendre les nouveaux développements de certains groupes dénommés entre autre Sakomona et Armée Rouge.

Il y a des profondes inquiétudes autour des certains conflits fonciers récurrents qui menacent la sécurité du territoire de Aru et méritent d'être résolus pacifiquement. ♦





Transport transfrontalières des marchandises entre RDC et Uganda par des commerçants et des clients de ces deux pays.



# 4. La situation sécuritaire à Mahagi

La population pratique l'agriculture de subsistance en plus des monocultures du tabac et du coton. La pression de la population sur la terre est énorme et, comme conséquence, il y a beaucoup de conflits fonciers de petite échelle en territoire de Mahagi (souvent liée aux questions d'héritage).<sup>44</sup>

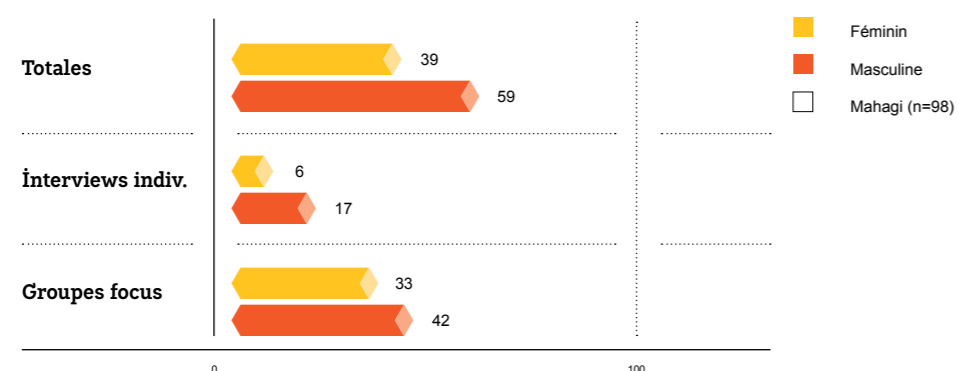
En plus, la récurrence des conflits dans les familles des chefs, les 'familles régnautes' sont nombreux. Ceci menace la cohésion sociale parmi les Alur. À Mahagi, comme à Aru, il y a plusieurs conflits fonciers le long des frontières entre les agriculteurs Congolaises et Ougandaises.

En 2014 Mahagi a été identifié par une enquête de PNUD comme une zone avec un haut chiffre de violence sexuelle, particulièrement dans la sphère domestique. La violence et l'intimidation sexuelle sont la cause de nombreux cas de justice populaire. Selon les autorités ecclésiastiques, et d'autres, la combinaison de ces deux événements est un phénomène inquiétant et dangereux.

Pendant la guerre la route de Bunia à Mahagi avait connu une détérioration pour faciliter les transactions commerciales avec l'Ouganda. Mahagi se situe au bord du bord du Lac Albert, où des réserves pétrolières sont détectées. Les communautés des pêcheurs craignent la perte de lieux de pêche rentables et ils souhaiteraient qu'ils soient indemnisés par les compagnies pétrolières.

Mahagi est administrativement subdivisé en sept chefferies d'Alur, un secteur de Lendu et une cité, à savoir la cité de Mahagi à la frontière de l'Ouganda. Dans la cité de Mahagi il y a un Tribunal de Paix qui couvre tout territoire. Depuis une année le camp de Monusco dans la cité de Mahagi est quitté.

Tableau 4  
Participation à l'étude à Mahagi



## 4.1 Introduction

La population de Territoire de Mahagi était estimée à 1,8 million habitants en 2011. Ce territoire a la superficie géographique la plus limitée d'Ituri. Il est très peuplé. Dans Mahagi les Alur forment autour de 90 % de la population et le territoire est dans beaucoup d'endroits mono-ethnique. L'Alur vit aussi en Ouganda et on partage la même langue dans toute la zone frontalière de Mahagi.

## 4.2 La situation sécuritaire

Les participants à l'étude ont identifié des problèmes spécifiques de sécurité:

### 1. Situation frontalière

Les enquêtés ont exprimé leur inquiétude au sujet de la porosité des frontières et les fraudes douanières qui faciliteraient l'importation des boissons alcoolisées voire les armes et les problèmes des pirates au lac Albert (notamment à Kolokoto).

### 2. La criminalisation de la PNC, des FARDC et les services de douane

Les auteurs de sécurité sont pour la plupart aussi vu comme les plus importants auteurs de l'insécurité. Il y a de nombreux exemples de tracasseries, d'amendes exorbitantes demandées sans quittance. On trouve des détentions illégales qu'on peut seulement résoudre avec un don d'argent. La police est impliquée dans le commerce transfrontalier illégal de boissons alcoolisées et de drogues. Comme conséquence on voit la consommation excessive de ces substances. En plus, certains agents de la police sont impliqués dans la corruption. Cette criminalisation a mis en colère la population qui a incendié un camp de police en 2015.

Cette situation au sein de PNC à Mahagi est, selon de multiples sources, entre autre causé par

44 IKV Pax Christi and réseau Haki na Amani (2009) Conflits fonciers en Ituri: Poids du passé et défis pour l'avenir de la paix



une fausse politique de recrutement de la police. Elle recrute des criminels et prisonniers. Associé avec cette problématique on a signalé un problème de qualité et de niveau d'études des policiers. La police ne sait pas comment prendre en compte les inquiétudes de la population. Les FARDC s'impose dans des services de douanes. C'est une situation qui aggrave la corruption à la frontière.

### 3. Le manque de justice à Mahagi et la justice populaire

Le manque et l'invisibilité de la justice est une grande source de frustration à Mahagi. L'absence de parquet, l'insuffisance des magistrats au Tripaix. Le Tripaix est plutôt lui-même une cause conflictuelle qu'une instance qui résout les conflits. Une des interviewées a dit: 'C'est un tribunal des conflits' Cette situation entraîne la justice populaire en différents formes: les incendies régulières des maisons, par exemple en avril 2016 après un conflit foncier il y avait l'incendie de plus de 300 maisons<sup>45</sup>, les destructions méchantes des champs et les accusations de sorcellerie résultant aux tortures des gens qui sont accusés de sorcellerie.

### 4. Insécurité lié au genre

A Mahagi on trouve beaucoup de cas des mariages précoces et d'avortements de filles mamans avec des conséquences de santé pour ces jeunes. Les femmes ne sont pas autorisées de contracter un crédit sans l'aval de leurs maris. Les femmes subissent les violences sexuelles au sein des foyers.

## 4.3 Dynamiques des conflits

Il convient de souligner que cette étude révèle que l'insécurité et le mauvais fonctionnement des services étatiques de sécurité entraînent une nouvelle dynamique des conflits mais aussi la méfiance de la population envers certains acteurs de services étatiques de sécurité.

Une attention particulière est portée à la police qui cherche la solution par des arrestations et sanctions arbitraires. C'est qui réduit leur considération auprès de la population à en croire aux focus group organisés. Cette situation renforce la méfiance au sein des clans et la justice populaire (qui provoque des tueries, incendies des maisons, viols, les destructions méchantes des champs et la perte d'autres biens de valeur ainsi que la chasse des policiers).

En outre, il y a le non-respect des limites frontalières et limites foncières qui est source de nombreux conflits.

Selon les focus groupes à Mahagi, cette situation provoque d'énormes conséquences socio-économiques entre autre: la pauvreté, la famine, le chômage, les maladies et la non scolarisation des enfants; les divorces, le manque de collaboration, ventes de terres et d'autres biens pour payer les frais exigés, perturbation des activités champêtres; le déplacement de la population.

Les causes profondes des conflits sont entre autre socio-économiques: la pauvreté; la croissance démographique. Ce qui rendent insuffisantes les terres arables à la population. Certains acteurs de services de sécurité sont corrompus. L'insuffisance des magistrats au Tripaix.

<sup>45</sup> à la suite de conflit de pouvoir coutumier en chefferie de Djukot, groupement de Paker

## Quelques grands conflits menaçants la sécurité

### 1. Conflit de pouvoir:

- ◆ À une seule chefferie d'Alur Djuganda 5 conflit de pouvoir au niveau de groupement (Aupa, R̄usu, Awupa, Mbaru, Ndama)  
Cas Alur Djuganda
- ◆ Aussi à: War Palara (Djupamanda, Djupakanya)

### 2. Conflit limite administratif:

- ◆ Chefferie Alur Djuganda (Mahagi) et Chefferie Iu (Aru)
- ◆ Chefferie Anghal et Chefferie Mokambo et Chefferie Wagungu

### 3. Conflit concessionnaires et communauté riveraines (deux à War Palara: R̄uza, Marasi)

### 4. Conflits commerciaux dans le secteur de transport (entre autre: ATRARA)

### 5. Conflits intercommunautaires à Walendu Watsi:

- ◆ Conflit groupement Nzebu et concession Sepeli: assassinat de gérant  
Fwaling par des non-identifiés venant Terr. de Djugu
- ◆ Conflit limite administratif groupements Adra, Shari – Alur Ang'hal II
- ◆ Conflit groupement Nzeba et groupement Nioka/Panduru
- ◆ Vols à main armé
- ◆ Vente illicite de terres à Yagu

Par ailleurs, l'Ouganda joue aussi un rôle dans les conflits à travers son influence dans l'économie congolaise mais aussi la porosité des frontières, la contrebande des drogues, des boissons alcoolisées et parfois on soupçonne également des armes.

La corruption touche aussi les structures communautaires de sécurité et les chefs coutumiers à en croire aux déclarations des participants aux focus group et certaines interviews individuelles.

Les conflits les plus fréquents sont des conflits fonciers. Il y a les conflits entre des petits agriculteurs et des grands concessionnaires. Il y a des conflits concernant des limites administratives (surtout entre chefferies). Il y a des conflits de pouvoir coutumier surtout dans les familles régnautes et les conflits de succession (héritage).

Mais aussi on s'inquiète des conflits familiaux (surtout dans les familles polygamiques) et des conflits aux marchés nocturnes qui sont les centres de la problématique des drogues et les boissons. Une expression de la justice populaire à Mahagi est la sorcellerie des amulettes qui est souvent utilisé comme une stratégie de vengeance.



La méfiance de la population envers les autorités est très répandue. Si on demande des femmes et jeunes les tâches de la police ils disent premièrement: 'leur tâche est de ramasser l'argent'. Le Tribunal de Paix existe à Mahagi et la plupart des gens sont au courant de ce fait. On dit: 'son rôle est de rendre justice'. Mais on constate qu'il amplifie les conflits au lieu de les résoudre 'c'est un tribunal des conflits'. Mais aussi le manque de parquet alimente cette frustration. Cela conduit parfois à la justice populaire.

Selon les groupes et les autorités de Mahagi le problème de Tripaix à Mahagi est l'insuffisance des magistrats. Ce qui a un impact sur son rendement.

#### 4.4 Gestion de sécurité et conflit

Les structures étatiques de sécurité fonctionnelle citées à Mahagi sont: PNC, FARDC, autorités locales, DGM, ANR<sup>46</sup>, DSF.

Les structures locales de sécurité qui existent sont: les Nyumba Kumi, les cliniques juridiques, les comités de la Justice et Paix de l'église catholique, les autres confessions religieuses, les organisations des droits humains, les associations féminines, les organisations de la société civile, la FEC, les leaders communautaires et les vieux sages.<sup>47</sup> Ces structures communautaires collaborent bien entre elles.

Cette étude révèle qu'il y a une mauvaise collaboration entre police/FARDC et population. Cette situation se justifie par les tracasseries, l'incompétence de certains éléments, la vente de drogues et la peur qu'ils font aux gens. Les structures étatiques de sécurité et les structures communautaires de sécurité se regardent comme des opposants. Elles collaborent que par la forme, car chacun travaille pour son intérêt.

Les réunions de comité de sécurité aux niveaux de territoire existent mais certains chefs de chefferie participent rarement. Il existe un plan de sécurité lors de réunions de sécurité mais la population n'est pas informée de l'existence du plan.

À Mahagi, les structures communautaires des jeunes ne sont pas souvent citées. À Mahagi, au lieu des structures des jeunes, les structures de bases sont dénommées ILSC<sup>48</sup>, qui sont les 'Nyumba Kumi fédérés'<sup>49</sup>. Ces structures de base semblent cruciales pour la sécurité des gens, même plus cruciale que le chef. Les enquêtés souhaitent qu'elles bénéficient de formations pour renforcer leur capacité.

<sup>46</sup> Agence Nationale de Renseignement

<sup>47</sup> CPJP, CDJP, APAJI, FRADEWAP, ONGDH, FORDECA

<sup>48</sup> Initiative Locales de Sécurité communautaire

<sup>49</sup> À Aru ces structures de bases sont dénommées CLSC (Comité Local de sécurité Communautaire), ce sont des nyumba kumi fédérés. Qu' à Djugu et Irumu sont des ILP ( Initiative Locale de Paix )

### Capacité de la PNC à territoire Mahagi (Annexe 3)

#### Administration de Territoire Mahagi:

- ♦ 8 chefferies,
- ♦ 55 groupements
- ♦ 464 localités

#### PNC<sup>ii</sup>

- ♦ 1 CIAT Mahagi
- ♦ 17 SCiATs,
- ♦ 42 postes de police,
- ♦ 6 postes d'encadrement
- ♦ 408 policiers actifs

### Présence FARDC au territoire de Mahagi (non exhaustif)

#### La présence de FARDC est connue par sa présence des barrières de route à:

- ♦ Alur Djuganda
- ♦ Aligongo
- ♦ Djalasiga

#### Walendu Watsi

- ♦ Katanga
- ♦ Katilo

#### Anghal Ii

- ♦ Udun
- ♦ Repira

#### Et aussi aux autres chefferies/secteurs non-spécifiés

#### 4.5 Besoins sécuritaires

Comme en Aru, aussi à Mahagi les femmes et les jeunes sont le plus ouvert et le plus radical dans leurs critiques envers les acteurs étatiques de sécurité: la police et les FARDC tracassent la population au lieu d'assurer leur sécurité. La police demande des amendes exorbitantes et certains éléments sont impliqués dans la vente des drogues. Les policiers et les militaires vivent parmi la population (avec leurs armes) et leur présence fait peur aux gens.



**Tableau 5**  
Appréciation des acteurs de sécurité et de la justice à Mahagi

9 focus groupes territoires Mahagi à 4 sites	PNC	FARDC	Chefs	Structures locaux	Tripaix	AT	Monusco
	1	1,5	3	2	1	2	--
<b>Femmes</b>							
Ville	1/5	1/5	2/5	1/5	1/5	2/5	Inexistant
Nyalebbe	1/5	1,5/5	3/5	3/5	RAS	2,5/5	
Tali Tali	1/5	1/5	3/5	2/5	RAS	2/5	
Alagi	1,5/5	2/5	3/5	1/5	1/5	2/5	
	<b>Appr. 1</b>	<b>Appr. 1,5</b>	<b>Appr. 3-</b>	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr. 1</b>	<b>Appr. 2+</b>	
<b>Jeunes</b>							
Ville	2/5	1/5	3/5	2/5	1/5	2/5	Inexistant
Nyalebbe	1/5	1/5	3/5	2/5	RAS	2/5	
Tali Tali	1/5	1/5	3/5	2/5	1/5	2/5	
Alagi	1,5/5	2/5	3/5	1/5	1/5	2/5	
	<b>Appr. 1+</b>	<b>Appr. 1+</b>	<b>Appr. 3</b>	<b>Appr. 2-</b>	<b>Appr. 1</b>	<b>Appr. 2</b>	
<b>Leaders d'opinions</b>							
Ville	1/5 & 3/5	2,5/5 & 3/5	3/5 & 3/5	2/5 & 3/5	1/5	2/5 & 3/5	Inexistant
Nyalebbe	1/5	1/5	2,5/5	1/5	RAS	2/5	
Tali Tali	1/5	1/5	3/5	2/5	1/5	2/5	
Alagi		1/5					
	<b>Appr. 1,5</b>	<b>Appr. 2-</b>	<b>Appr. 3-</b>	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr. 1</b>	<b>Appr. 2+</b>	
<b>Personnes Interviewés</b>							
Ville	2/5	RAS	RAS	2,5/5	1/5	RAS	Inexistant
Nyalebbe	1,5	1,5	3,5	3,5	RAS	2,5	
Tali Tali	1/5	1/5	3/5	2/5	2/5	3,5	
Alagi	3/5	3/5	4/5	4/5	1/5	2/5	
	<b>Appr. 2-</b>	<b>Appr. 1,5</b>	<b>Appr. 3+</b>	<b>Appr. 3</b>	<b>Appr. 1+</b>	<b>Appr. 2+</b>	

La population voudrait que les militaires soient casernés. Néanmoins, la population est consciente des problèmes des fonctionnaires, des policiers et des militaires et le non paiement régulier des salaires et elle demande de les payer suffisamment et régulièrement. Elle pense que c'est potentiellement une solution pour leurs propres problèmes avec les autorités corrompus.

Les enquêtés ont déclaré que certains éléments de la police sont incompetents avec un faible niveau d'instruction. Les focus group ont exprimé le besoin qu'ils soient formés sur la sécurité mais aussi que les jeunes (démobilisés) et la population entière bénéficient aussi de a formation sur la sécurité, la cohabitation pacifique, la remise volontaire des armes.

Les autorités ont révélé l'insuffisance des matériels, l'insuffisance des salaires du personnel, l'insuffisance des effectifs et le manque des moyens matériels (véhicules et les moyens de communication de la police et la justice).

Les enquêtés ont recommandé le contrôle et surveillance sérieuse au niveau des frontières, qu'on ajoute d'autres magistrats et sanctionner ceux qui ne veulent pas répondre à leur affectation, équiper la police et la justice, qu'on installe le parquet

Dans le secteur de la justice, l'étude a identifié l'insuffisance d'effectifs: des juges et des magistrats, le manque du parquet secondaire. Les participants à l'étude proposent qu'on ajoute des juges, et qu'on améliore leur capacité en formation et en équipements. En plus, ils proposent les sanctions des magistrats qui ne se sont pas déplacés pour rejoindre leur poste d'attache, et ceux qui sont corrompus ou qui rendent mal la justice.

Mais il y a aussi des idées opposantes. Les structures communautaires (et traditionnels) de résolution des conflits sont les autorités locales, les vieux sages et les Nyumba Kumi. Selon la loi les chefs coutumiers et les vieux sages ne peuvent plus appliquer la justice coutumière là où un Tripaix existe

Le Tripaix existe à Mahagi. Un chef appuyé par certaines femmes ont proposé de réhabiliter les tribunaux coutumiers. En plus, les focus group ont souhaité la redynamisation des comités locaux de paix y compris les nyumba kumi.

Pour résoudre les conflits, les focus groupes ont proposé la médiation et la sensibilisation de la population sur les méfaits des conflits. Aussi ils ont recommandé une plus large implication des vieux sages et des chefs coutumiers pour la résolution des conflits fonciers frontaliers avec l'Ouganda.

Les focus group ont demandé aussi de lutter contre l'impunité des crimes et la bonne application de la loi. En plus, l'arrêt de la vente des drogues, du trafic des armes, et des taxes illégales et des punitions bien exécutées et assez sévères. Dans ce cadre il y avait des plaintes spécifiques contre le directeur de prison à Mahagi. On a souligné en répétition le besoin d'une justice équitable.

## 4.6 Genre et Âge

### Le facteur Genre

Cette étude a révélée qu'en territoire de Mahagi les femmes sont moins considérées que dans d'autres régions d'Ituri. Cette situation se justifie par l'influence des traditions coutumières, la polygamie, les mariages précoces. Ensuite, le Noyaux pacifistes des mamans ne sont pas encore lancés ici, ni à Aru. Les femmes n'ont pas encore initié ces structures qui contribueraient dans la conscientisation des droits de femmes à l'instar de Djugu et Irumu.



En outre, les femmes sont dénigrées et font l'objet de violences sexuelles. Les hommes, et les femmes mêmes, disent que la femme est complexée, c.à.d. elle souffre d'un complexe d'infériorité, ce qui est affirmé par les focus group des femmes elles-mêmes. Elles se considèrent à moindre pourcentage. Aussi elles croient aux coutumes. Les femmes ne s'encouragent pas entre elles à cause de la méfiance et se disent incompetentes et se sous-estiment. Il y a la méfiance entre elles, et elles se dénigrent en disant qu'elles ne sont pas compétentes. Elles se sous-estiment par rapport à leur force physique.

En général, les femmes sont faiblement impliquées dans les structures de sécurité, sauf quelques femmes-présidentes de Nyumba Kumi et des associations féminines. Certains hommes ont exprimé leur sentiment que les femmes ne peuvent pas avoir une responsabilité sécuritaire. Néanmoins, pas mal de femmes sont des membres actifs des associations communautaires et de l'église.

Afin de promouvoir une meilleure position des femmes en matières sécuritaires, les femmes ont besoin d'un appui structurel: sensibiliser les communautés sur les droits de la femme; alphabétisation des femmes, formation sur le leadership pour les femmes, plus l'appui aux associations féminines et création d'emplois, promouvoir l'égalité de chances entre femmes et hommes en encourageant la scolarisation des filles.

Pourtant tous les focus groupes disent que les femmes doivent être encouragées de devenir plus actives dans le domaine sécuritaire. Elles peuvent être intégrées dans les structures locales de sécurité. Elles peuvent être sensibilisées sur la sécurité qui est quand même l'affaire de tout le monde, et peuvent commencer de travailler dans les structures d'arbitrage.

#### **Le facteur âge**

Cette étude n'est pas claire au sujet de la participation des jeunes en matières sécuritaires en territoire de Mahagi. Il n'est pas clair s'ils jouent un rôle dans les structures communautaires entre autre le Nyumba Kumi ou s'ils collaborent avec la PNC dans la sécurité? Toutefois, ils sont actifs dans les associations des motards (Atraka).

## **4.7 Conclusions**

Les principales caractéristiques de Mahagi en matières sécuritaires sont les suivantes:

- ◆ La pauvreté profonde et la pression démographique énorme sur la terre.
- ◆ La corruption existe dans toutes les structures de sécurité.
- ◆ Pourtant le chef coutumier est le moins touché par le dur jugement populaire des acteurs sécuritaires.

- ◆ La situation de sécurité est souvent qualifiée comme calme par les autorités, mais il existe des grands problèmes de:
  - a. La vide juridique: on a besoin de reconstruire le système juridique
  - b. L'insuffisance des effectifs, le mauvais recrutement, le manque d'équipements rendent inefficace la police. Les participants à l'étude ont exprimé le besoin de commencer avec une bonne politique de recrutement, équipement et motivation de la police et une meilleure formation.
  - c. Les conflits fonciers non résolus; la population a besoin d'une priorisation des conflits à gérer par les structures de sécurité étatiques et locales le plus tôt possible (ensemble) qui seront résolus avec l'implication assez large des structures coutumières
- ◆ Les femmes ont des problèmes sécuritaires multiples, et ne sont pas considérées dans ce domaine. Il serait souhaitable de créer des options pour les femmes, et pour les jeunes, pour leur meilleure implication dans le domaine sécuritaire. ◆





Au barrage des jeunes: non seulement les policiers et les agents de l'armée, mais aussi les jeunes cherchent à gagner par des barrières routiers auto-construites.



# 5. La situation sécuritaire à Djugu

y compris certains ex-combattants estimés en 10.000.<sup>50</sup>

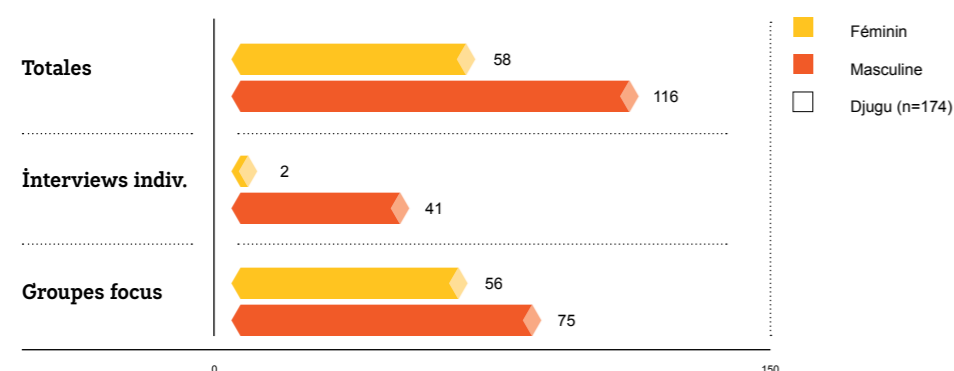
Par ailleurs, l'agriculture de subsistance, l'élevage de bétail, utilisant des pâturages collectifs constituent d'autres moyens de subsistance. En plus, il y existe des grandes concessions foncières pour les plantations des palmiers et des forêts. Depuis la période coloniale, un bon nombre de concessionnaires (pour le bétail et des plantations) appartenaient aux Hema et à l'église.

Il convient de rappeler que guerre en Ituri avait été déclenché à Djugu vers les années 1999. Un concessionnaire Hema avait été perçu qu'il traitait injustement les parties des agriculteurs Lendus qui avaient estimé détenir les droits fonciers dans cette zone.

L'expérience de guerre notamment les leçons devraient être tirées et discutées pour l'amélioration des relations interethniques. Le retour des réfugiés et des personnes déplacées sur leur terre est une cause profonde des conflits fonciers et reste en grande partie non résolu. Djugu est caractérisé par beaucoup de crimes et de violence: l'incendie de maisons liés aux conflits fonciers, les cas de meurtre et des vols.

Djugu est subdivisé administrativement en: six chefferies, quatre secteurs et deux cités à savoir Djugu et Mongbwalu. Djugu fait partie d'une zone militaire opérationnelle. Les FARDC sont supposés d'assister en 13 endroits. Le Tribunal de Paix pour Djugu existerait à Bunia chef-lieu de la Province de l'Ituri (pourtant en territoire d'Irumu) au lieu de Djugu ville. Le Tribunal de Grande Instances a été présumée de prendre la responsabilité pour le territoire de Djugu, mais aujourd'hui Djugu ville a besoin d'avoir son propre Tripaix fonctionnel.<sup>51</sup>

**Tableau 6**  
Participation à l'étude à Djugu



## 5.1 Introduction

La population du Territoire de Djugu était estimée à 2,2 millions d'habitants en 2011. Les principaux groupes ethniques sont les Hema, Lendu. Il y existe aussi les Baniari, les Bira, les pygmées, Alur et les autres. Djugu est une zone riche en or (concession 40). La société Ashanti Gold Kilo exploitait de l'or jusqu'à 2014. Mongbwalu a deux principales mines avec environs 65.000 orpailleurs artisanaux

## 5.2 La situation sécuritaire

Les focus group et les interviews individuelles ont évoqués les problèmes sécuritaires ci-dessous:<sup>52</sup>

### 1. Conflit fonciers

Cette étude révèle que les conflits fonciers sont récurrents en territoire de Djugu depuis 2014.<sup>53</sup>

### 2. Banditisme armée

Il est adéquat de souligner que les participants à cette étude révèle une recrudescence des cas de vols en mains armées, des coupeurs de route, de circulation d'armées au sein de la communauté. La présence des groupes armés n'a pas été identifié.

### 3. Violence entre population et les autorités étatiques

Le Territoire de Djugu a connu plusieurs cas de violence entre la population contre les acteurs étatiques de sécurité. Quatre cas illustratifs ont retenu notre attention en 2015.<sup>54</sup>

<sup>50</sup> IKV Pax Christi (2012) A Golden Future in Ituri?: Which perspective for gold exploitation in Ituri, DR Congo?

<sup>51</sup> Uhaki safi, Programme d'appui au Renforcement de la justice a l'Est de la RDC (PARJ-E), mai 2015

<sup>52</sup> Dans la restitution les autorités ont alerté les chercheurs du problème des confessions religieuses qui n'ont pas reçu l'attention dans l'étude.

<sup>53</sup> Rapport de Territoire de Djugu , 4ème trimestre 2015

<sup>54</sup> Il est possible que nous ne sommes pas au courant de tous les exemples. Et même la Radio Okapi ne rapporte pas tout.



## Attaques au gouvernement à 2015

- ◆ Nizi: la population avait brûlé les archives du bureau de la PNC
- ◆ Walendu Tatsi: la population avait attaquée et brûlée les archives du bureau de la police
- ◆ Bahema Nord: la population avait brûlé la prison
- ◆ Ia tuerie d'un fonctionnaire d'environnement à Tshali
- ◆ Les protestations des jeunes de Iopa à Barrière Íga

Il convient de noter que la plus part d'enquêtés entre autre les leaders communautaires, les focus group ont évoqué la corruption et la fraude au sein de certains acteurs étatiques de sécurité: les tracasseries, amendes exorbitantes sans quittance, le commerce du chanvre par certains éléments de la police et des FARDC.

La résurgence des conflits fonciers et de pouvoir coutumier entraîne des nombreuses conséquences: les maisons brûlées. Les conflits entre les orpailleurs, creuseurs artisanaux et les concessionnaires aurifères.

Par ailleurs, il a été signalé la non collaboration entre les jeunes et les autorités: les jeunes sont accusés de protester contre les autorités (chassent et ignorent la police en certains endroits entre autre à Mabendi) et meurtres par empoisonnement en utilisant une subsistance appelée koroa.

### 4. Justice populaire

Le territoire de Djugu connaît le problème de justice populaire: les maisons sont souvent brûlées à cause des conflits fonciers. Cette situation plonge la population dans une insécurité et se sent non protégée.

## 5.3 Dynamiques des conflits

Il convient de rappeler que la guerre avait impliqué et touché indistinctement tout le monde: tous les âges, les sexe, classes sociales, les ethnies, les autorités politico-administratives et les confessions religieuses en territoire de Djugu. On n'a pas encore commencé de procéder à l'analyse et partage d' expériences des faits et sentiments de ce passé difficile<sup>55</sup>.

Les territoires de Djugu et Irumu partagent une composition des groupes ethniques semblables: les relations entre Lendu et Hema sont la clé pour le développement socio-économique des deux régions. L'activisme des groupes armés en Irumu suscite une inquiétude au sein des

communautés et constitue un frein au développement socio-économique.

Il est adéquat de souligner que la méfiance est aussi observée entre concessionnaires et les populations riveraines, population autochtone et retournée, et envers les acteurs économiques (surtout du secteur aurifère).

Le territoire de Djugu a des nombreux conflits non résolus. Les acteurs étatiques de sécurité et les acteurs politiques semblent manquer de capacité, volonté à commencer à résoudre et prévenir les conflits. Le vide juridique occasionne la justice populaire.

## Cas illustratifs des conflits fonciers à Djugu

Dans les groupes focus on a fait mention des conflits suivants:

- ◆ Six exemples de pouvoir coutumier interne sont récurrents
- ◆ Cinq exemples de conflits de pouvoir coutumier entre chefferies/secteurs
- ◆ Onze exemples des limites administratifs entre groupements
- ◆ Deux conflits violents et le création d'une nouvelle collectivité a Maze-Basingo (Bahema Bajera) lié au non-retour des déplacées de guerre (Kpachu, Ngoda -Tchendji)
- ◆ Un conflit violent entre villages (Ijdocho. Choro, incendie de 62 maisons)
- ◆ Trois grands conflits miniers:
  1. vente chantier de Basisi par chef de chefferie;
  2. conflit avec Sokimo et Comité de pilotage Bahema/Baguru, et
  3. grand conflit à Nizi: Sokimo a vendu sa dernière concession à AGK)
- ◆ Deux exemples de conflits de concessions

Il convient de souligner que plusieurs causes profondes pour l'insécurité à Djugu sont à retenir: la mauvaise gouvernance et la faiblesse de l'Etat, le manque de justice équitable, les conflits fonciers dues à la croissance démographique en quête de terres arables. En plus, la méfiance entre la population et les services étatiques de sécurité, devenu un problème structurel et enfin l'héritage de la guerre (pas souvent exprimé explicitement en Ituri) était identifié comme cause profonde des troubles à Djugu.

## 5.4 Gestion de sécurité et conflit

Les enquêtes ont cité les structures étatiques qui s'occupent du maintien de la sécurité à Djugu: PNC, FARDC, autorités locales, DGM, ANR.

55 Voir : « Le droit de connaître » PAX et RHA, Peter Dixon, 2013



## Postes de Police cités

Le nombre exact de la présence des CIATS, Sous CIATS, les postes de police, et les effectifs ne sont pas encore connus<sup>56</sup>. La deuxième phase de cette étude, la recherche quantitative va s'y pencher.

### Cités par les participants à l'étude:

- ◆ CIAT: Djugu, Mongbwalu
- ◆ SousCIATs: Nizi, Iga Barrière

### 17 postes de police:

Blukwa, Maze, Iogo-Takpa, Retso, Masumbuku, Iidje, Yi, Rparnganza, Rjilo, Tchèle; Mongbwalu, Makofi, Gobi, Waya, Dzu'dda, Iopa, Iga Barriere Ie Chef de Walendu Djatsi réclame que l'augmentation des effectifs de la police dans son secteur car elle présente dans 8 groupement en lieu et place de 14

### Les structures locales

Il est adéquat de souligner que les structures locales de sécurité ci-dessous ont été évoquées par les enquêtés: les jeunes, leaders communautaires, leaders coutumiers (vieux sages, chefs), la FEC, la société civile, les confessions religieuses, les ILP<sup>56</sup>/NP<sup>57</sup> et l'RHA à Fataki et à Blukwa pour l'alerte précoce aussi les Nyumba Kumi (les Dix Maisons).

### La collaboration

Il a été révélé que les structures communautaires collaborent bien entre elles. Mais, les structures étatiques de sécurité ne collaborent pas bien entre elles, leur collaboration se limite au niveau de la forme car chacune privilégie ses intérêts égoïstes. Par ailleurs cette étude révèle qu'il n'existe pas de collaboration entre les services étatiques de sécurité entre autre la police et la population. C'est ainsi que les participants à cette étude recommande une meilleure collaboration entre les services étatiques de sécurité et la population pour améliorer la sécurité en territoire de Djugu. Un des chefs a même souhaité le retour de 'barzas' (réunions élargies au sein des communauté) pour une meilleure politique de la sécurité locale.

Tableau 7

Appréciation des acteurs étatiques de sécurité et de la justice à Djugu

focus groupes territoires	PNC	FARDC	Chefs	Structures locaux	Tripaix	AT	Monusco
Djugu à 4 sites	1	1,5	3	4-	0	3	0
<b>Femmes</b>							
Blukwa	1/5	2/5	3/5	4/5	RAS	3/5	Inexistant
Fataki	1/5	2/5	3/5	4/5	RAS	3/5	
Mungbwalu	1/5	2/5	3/5	4/5	RAS	3/5	
Nizi	1/5	2/5	3/5	-	RAS	3/5	
	Appr.1	Appr.2	Appr.3	Appr.4		Appr.3	
<b>Jeunes</b>							
Blukwa	-	1/5	3/5	3/5	RAS	3/5	Inexistant
Fataki	-	1/5	3/5	3/5	RAS	3/5	
Mungbwalu	1/5	1/5	3/5	4/5	RAS	3/5	
Nizi	-	1/5	3/5	3/5	RAS	3/5	
	Appr:1	Appr.1	Appr.3	Appr.3+		Appr.3	
<b>Leaders d'opinions</b>							
Blukwa	1/5	1,5/5	3/5	4/5	RAS	3/5	Inexistant
Fataki	1/5	1,5/5	3/5	4/5	RAS	3/5	
Mungbwalu	1,5/5	1,5/5	3/5	4/5	RAS	3/5	
Nizi	1/5	1,5/5	3/5	3/5	RAS	3/5	
	Appr.1	Appr.1,5	Appr.3	Appr. 4-		Appr.3	
<b>Personnes Interviewés</b>							
	--	--	--	--	--	--	Inexistant

## 5.5 Besoins sécuritaires

### 1. La PNC

Cette étude révèle que la police est détestée par la population de Djugu, surtout dans les environs de Fataki, Blukwa et Mongbwalu manifestée par la méfiance. Cette situation se justifie par les accusations des abus ci-dessous:

56 Initiative Locale de Paix

57 Noyaux Pacifistes de Mamans



- ◆ 'Torturer et tuer les gens dans le cachot'
- ◆ 'Recruter parmi les violeurs non formés, les démobilisés les récalcitrants, les malfrats et les barbares'.
- ◆ Détenir des gens en prisons au-delà du délai légal
- ◆ Demander des amendes exorbitantes sans quittances
- ◆ Chercher des infractions pour demander de l'argent

### 2. *Tripaix*

Cette étude a établi un vide juridique à Djugu, surtout à Djugu centre où le Tripaix est formellement implanté, le parquet ne fait pas aussi son travail: les enquêtés déclarent que les magistrats ne répondent pas à leurs affectations. Un des acteurs de services étatiques de sécurité a dit: 'Les Magistrats sont chassés par l'agressivité de la population'..

### 3. *Les chefs*

En général, les chefs coutumiers sont bien appréciés et sont considérés comme les premiers responsables de gérer les conflits. Toutefois, ils sont aussi accusés de vendre les terres et concessions entre autre dans les zones aurifères.

### 4. *Les structures locales*

Les structures locales sont bien appréciées même par quelques chefs, parce qu'ils font leur travail sans demander des amendes. La population semble accorder sa confiance à ses structures que les services étatiques de sécurité dans le maintien de la sécurité.

## 5.6 Genre et Âge

### Le facteur Genre

Les femmes de Djugu ont leur propre histoire douloureuse de la guerre: des femmes et filles avaient été violées par des groupes armés et kidnappées comme porteuses.

Actuellement elles subissent de violence domestique et des intimidations dans les environs des mines mais aussi lors des marchés nocturnes. Les sujets sur les viols ne sont pas ouvertement discutés. Dans les groupes focus les femmes se plaignent qu'aujourd'hui leur sécurité n'est pas assez bien assurée pendant les jours de marché (c.à.d. le marché nocturne) quand elles ne peuvent pas librement circuler.

En général les femmes ont moins éduquées que les hommes. Elles s'expriment mieux sur des questions sécuritaires dans les groupes composés seulement des mamans entre autre des Noyaux Pacifistes de mamans.

Ces dernières années elles sont devenues de plus en plus actives dans les comités de paix 'mixtes'. Là elles prennent souvent la position de trésorière. Une des raisons de ce phénomène

est que l'intégrité des femmes est moins doutée que celle des hommes.<sup>58</sup>

Certains participants aux focus groups réclament la représentation des femmes parmi les notables à Djugu. Une femme était chef de rue à Iga Barrière. Elle était arrêtée et mise en prison par la PNC, torturée et elle est décédée quelques jours après. Les raisons du comportement de PNC restent cachées.

Cette étude a révélé que les femmes sont des médiatrices dans les conflits familiaux et locaux. Pourtant selon d'autres participants, souvent '...elles ne se manifestent pas'.

Les femmes de Djugu expriment le besoin d'être plus impliquées et entendues dans les décisions de réunions élargies de comité de sécurité mais aussi l'élaboration de budget au niveau de chefferies et secteurs.

Elles souhaitent aussi que la scolarisation des enfants filles au même pied d'égalité que les garçon et cela dans toutes les filières d'études.

Cette étude révèle une spécificité au sujet de la représentation des femmes au sein de certains services de l'Etat en territoire de Djugu: les rapports donnent les chiffres de 480 dans l'enseignement et 130 dans le secteur de la santé en secteur de Walendu Pitsi, Walendu Djatsi. Leurs positions dans les bureaux des chefferies et des secteurs sont inconnues.

Les focus group des femmes soutiennent l'idée de renforcer la capacité des agents de l'Etat, l'augmentation des effectifs des policiers et le paiement juste et réguliers des agents. Aussi elles ont exprimé l'application de la justice équitable.

Les sujets sécuritaires qui méritent une solution urgente et qui touchent directement la sécurité des femmes c'est entre autre l'interdiction des barrières illégales, lutter contre l'insécurité dans les marchés nocturnes, rétablir la collaboration entre la population et les services étatiques de sécurité en territoire de Djugu.

### Le facteur Âge

Il convient de faire remarquer que les structures communautaires des jeunes ont été moins évoquées dans les focus group, pour contribuer à la sécurité en territoire de Djugu. Néanmoins, les autorités reconnaissent que les Jeunes constituent un potentiel s'ils se comportent bien et une menace à la sécurité s'ils se comportent mal.

Les focus group des femmes à Blukwa, ont formulé la proposition de créer des unités d'auto-défense des jeunes avec autorisation de porter les armes légères. Cette proposition peut être interprétée de différentes manières: c'est soit une expression de la peur qui n'a pas de valeur et à rejeter, soit les femmes veulent exprimer le besoin d'une meilleure protection, soit elles n'ont plus la confiance aux services étatiques de sécurité pour revenir à l'organisation des jeunes armés?

En outre, cette étude révèle que les jeunes se sentent délaissés, les acteurs étatiques de

58 Basé sur des rapports d'évaluation internes de PAX sur le travail des Initiatives Locales de Paix et des Noyaux Pacifistes de Mamans de 2014, et les rapports des formations des chefs, 2013 et 2014



sécurité n'accordent pas une attention à leur situation. Ils veulent un encadrement et de passe-temps dans les associations: le scoutisme, le football, la chorale. En plus, ils veulent savoir les critères de recrutement de la police (cela pourrait être une opportunité d'emplois pour les jeunes). Ils sont intéressés dans une collaboration plus étroite avec les autorités locales et les agents de sécurité.

## 5.7 Conclusions

Les autorités sont détestées pour les raisons suivantes: la faiblesse de services étatiques de sécurité à jouer pleinement leur rôle de contribuer à la sécurité. L'insuffisance des effectifs de la police fait qu'elle soit absente dans certains endroits, les arrestations arbitraires, tortures et ne sont pas à la hauteur de leur profession, le mauvais recrutement parmi les criminels affecte leurs performance.

Les problèmes fonciers (surtout entre éleveurs et agriculteurs) sont récurrents et compliqués par le vide juridique. Quelques groupes focus et chefs ont appelé pour une "solution totale" c'est à dire avec l'implication de tous les chefs de Djugu, les représentants de la population, les églises, l'Etat etcetera. Aux familles régnantes l'appel est adressé de résoudre leurs problèmes de pouvoir coutumier pour l'intérêt général de la population.

La population a besoin d'un meilleur recrutement des éléments de la police, FARDC, plus de formation, plus d'équipement et appui logistique et une rémunération adéquate.

Les enquêtés ont besoin d'une justice qui fonctionne avec des magistrats suffisants, équipés. En plus, les focus group des femmes et des jeunes ont exprimé leur intérêt d'être impliqués dans le domaine sécuritaire mais aussi souhaitent une meilleure politique de sécurité transparente et mieux communiquée aux citoyens. Les FARDC gênent et tracassent les gens. On demande que les militaires soient casernés. Les magistrats refusent de venir à leurs bureaux à Djugu. Tous les groupes et la majorité des interviewées individuelles à Djugu ont appelé pour l'application de la justice équitable. ♦





Taximen à Bunia.



# 6. La situation sécuritaire à Irumu

mais l'appui aux FRPI a beaucoup diminué les dernières années. La question de la source d'approvisionnement de FRPI mérite une étude car sa vie en dépend.

L'agriculture et l'élevage constituent les activités principales de la population en territoire d'Irumu. Certaines communautés pratiquent aussi de la pêche au Lac Albert. Les mines d'or de Gety et Bavi (ou: Aveba) sont situées juste dans la Concession 40 de AGK. Cependant, l'exploitation de l'or n'est pas encore industrielle ici.

Le territoire d'Irumu est subdivisé administrativement en: neuf chefferies, un secteur de Walendu Bindi et une cité c.à.d. Bunia. Le nombre exact des éléments de la police n'est pas encore connu. La seconde phase de cette étude va le déterminer. Nous avons environ 22 Sous Commissariats.

Cependant, le territoire d'Irumu a la présence des éléments de FARDC et la MONUSCO y inclus FIB Tanzanien dans certains endroits. Nous citons le grand poste de Lagabo, à la frontière du secteur de Walendu Bindi. Leur présence à Bunia est permanente. Il convient de signaler que les miliciens FRPI sont dispersés en secteur de Walendu Bindi .

## 6.2 La situation sécuritaire

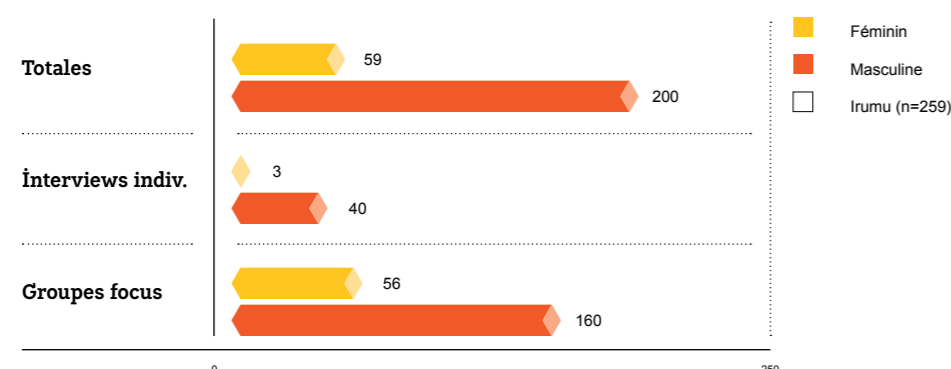
Il convient de souligner que l'activisme des groupes armés rend volatile la situation sécuritaire en territoire d'Irumu par rapport à Aru, Mahagi et Djugu. Il s'agit entre autre des FRPI, Les ADF-Nalu et autres groupes actifs dans la forêt du parc de Virunga à la frontière avec le Nord-Kivu.

### Spécificités de la situation sécuritaire en Irumu

- ◆ Actuellement l'FRPI est actif à trois, même quatre chefferies (à Walendu Bindi, Walese Vonkutu, Basili et même à Banyali Mitego). Avant l'arrêt de Cobra Matata (début 2015<sup>IV</sup>) ces activités étaient plus ou moins limitées à Walendu Bindi.
- ◆ Il y a des incursions des éléments non-identifiés en provenance du Nord Kivu (les présumés ADF/Nalu, et probablement des autres<sup>V</sup>) dans la chefferie de Bahema Boga, qui font des actes exceptionnellement cruels<sup>VI</sup>. On trouve des violations des droits humains des hommes inconnus dans la tenue d'FARDC probablement et par l'FARDC même.

La persistance des groupes armés en Territoire d'Irumu est inquiétante au regard à des nombreuses conséquences sécuritaires sus évoquées.

Tableau 8  
Participation à l'étude à Irumu



## 6.1 Introduction

Il est adéquat de noter que la population du Territoire d'Irumu est estimée à 2,2 millions d'habitants en 2011. La population est constituée des Bira, Hema, Lendu, Baniari, et Walese. Il reçoit environs 130.000 déplacées des conflits armés en Irumu et au Nord Kivu. Beaucoup de Nande de Nord-Kivu sont actifs dans le secteur commercial. Walendu Bindi est un secteur marginalisé où les Ngiti résident, un sous-groupe du Lendu. C'est le secteur d'origine des FRPI,



Les groupes armés ne sont pas sérieusement combattus par les forces étatiques de sécurité et non plus pris suffisamment au sérieux par les forces politiques et organisations internationales. Il y a de fortes indications que les FARDC même serait impliquées dans leurs activités.<sup>59</sup>

Depuis la capture de Cobra Matata, l'activisme des FRPI s'est aggravé: ils pillent, volent les bétails, violent au sud de l'Irumu y inclus à Walendu Bindi (leur zone d'influence approximative).

En 2014, les cas de violences sexuelles ont augmenté en périodes de guerre: commis par les miliciens FRPI et d'autres par certains éléments FARDC. En plus, le territoire d'Irumu subi les conséquences de l'activisme des groupes armés ADF-Nalu au Nord-Kivu et les mai-mai en territoire de Mambasa, les déplacements des populations.

UNOCHA<sup>60</sup> a signalé en février 2016 une hausse des attaques de civils dans le Nord Est du Congo, y inclus les viols des femmes. Le taux des crimes et des violences avait augmenté de presque 65% (en deux mois de 973 à 1630 incidents, avec un total de 2603 cas en 2016). La plus grande partie avait lieu en Ituri: environ 1230 cas. A peu près 60% par l'FRPI et 40% par les milices de Mambasa.

Les enquêtés ont déploré des incursions fréquentes de miliciens qui commettent des atrocités, les cas de vols en mains armés. La circulation des éléments présumés ADF-Nalu dans le sud d'Irumu installe une psychose et peur au sein de la communauté: les femmes craignent d'être violées en cas d'activités champêtres. Les commerçants ne savent pas évoluer dans leurs affaires. Une bonne partie de commerçants sont des femmes. En mai 2015 dix commerçants ont été enlevés, violés et tués,<sup>61</sup> probablement par les FRPI, et selon la Radio Okapi<sup>62</sup> la majorité étaient en effet des femmes. Une semaine avant ces incidents, six commerçantes étaient violées et tuées.

Par ailleurs, cette situation inquiète la communauté humanitaire, l'attaque de cinq cas de déplacés dans un mois dans la même période. L'activisme des groupes armés affecte le travail d'assistance humanitaire par les ONG dans le sud de l'Irumu.<sup>63</sup>

En outre, cette étude révèle que la population se sent délaissée par l'Etat à cause de la situation sécuritaire volatile.

Les focus groupes d'Irumu identifient comme principaux auteurs de l'insécurité: les groupes armés, les acteurs étatiques de sécurité entre autre certains éléments de la PNC; FARDC; l'ANR; les magistrats du Tripaix par justice mal rendu, corruption, tracasseries, amendes exorbitantes sans quittance. la population qui collabore avec les miliciens, les jeunes drogués, certains démobilisés. En fin, les conflits entre les bailleurs et locataires créent une insécurité à Bunia.

59 Stearns J., Vogel, C.(2015) The landscape of armed groups in the Eastern Congo and UN Group of Experts (December 2015). Final Report on the Democratic Republic of Congo

60 UNOCHA, Réunion d'échange d'informations et de coordination des activités humanitaires, Bunia 4 mars 2016

61 Radio Okapi (12/5/2015)

62 Radio Okapi (12/5/2015)

63 Radio Okapi (9/4/2015)

Toutefois, ils reconnaissent que les acteurs de sécurité se butent à des nombreuses difficultés, manque des salaires décents, manque d'équipements adéquats, manque de meilleur recrutement. Les participants à cette étude attribuent la croissance démographique, la pauvreté et le chômage, la consommation des drogues, l'impunité comme cause à cette insécurité. Les conséquences de cette insécurité c'est entre autre les pertes des biens matériels, la non scolarisation des enfants, le chômage, les maladies, la famine, la pauvreté, la justice populaire, le manque de cohésion sociale, les viols, incendies des maisons, les destructions méchantes de champs, les enlèvements, arrestations arbitraires, les déplacements de la population et autres.

### 6.3 Dynamiques des conflits

Il convient de souligner que la dynamique des conflits est amplifiée par l'activisme des groupes armés associé à l'inefficacité des acteurs étatiques de sécurité qui ne jouent pas pleinement leur rôle et sont transformés comme acteurs de l'insécurité. Si la population ne dépendrait pas de la police et des militaires pour sa protection, leur capacité de créer l'insécurité aurait été minimisée.

Par ailleurs, il y a le vide juridique: une justice corrompue, une 'justice de classe' amplifie les conflits y inclus la justice populaire. En outre, cette étude révèle les 'migrations' des populations en provenance du Nord- Kivu et de l'Ouganda qui constituent une menace aux conflits fonciers.

#### Les cas des conflits fonciers

**En 2015 les conflits concernant éleveurs et agriculteurs / et divagation des bêtes sont récurrents et plus en plus violents (selon l'administration de territoire). Il y a des nombreux exemples à:**

- ◆ Mabala, Basili, Bahema d'Irumu, Babalebe, Bahema Sud, Boga en Baboa Bokoe et possiblement encore aux autres localités
  - Conflits entre populations et les concessionnaires
  - Conflits de pouvoir entre familles régnautes (surtout entre les anciens et nouvelles chefs des ETDs)
  - Conflit entre églises et la population
  - Conflits concernant les limites administratives avec des conséquences intercommunautaires.
  
- ◆ Les Banyabwisha (entre 5.000 et 20.000 personnes), qui sont des Rwandophones de Rutshuru, en la recherche des terres arables en Irumu. Ils ont demandé le droit de terre et la création d'un groupement en chefferie de Banyali. La première conférence de paix entre les Banyabwisha et les populations autochtones était tenue en 2015.

### Autres exemples des migrations:

- ◆ Migration de Nandé de Nord Kivu et des Konjo de l'Ouganda (qui sont linguistiquement liés au Nandé) dans le plateau de Semliki. Les Nandé forment de plus en plus une classe de commerçants en soi en Ituri, surtout à Bunia, Irumu et Djugu. Leurs homologues de ce secteur commercial probablement ne sont pas heureux avec leur intégration dans la société Iturienne.

### Des grands conflits des limites administratifs entre chefferies/secteurs:

- ◆ Bahema d'Irumu et Babelbe et entre Bahema d'Irumu et Bahema Bakoe (il y avait des médiations en 2010, 2015, mais le progrès reste invisible) et entre les chefferies de Bahema Boga et Mitego.
- ◆ Quelques autres grands conflits fonciers: les conflits de pouvoir coutumier, et avec des concessions
- ◆ A Lagabo, on cite des sensibilités identitaires, il y avait un incident grave en décembre 2015 quand des hommes inconnus ont tués quatre charbonniers (dont deux femmes). Les tensions communautaires à Lagabo ont immédiatement monté<sup>VII</sup>. Le gouverneur a dû venir pour calmer la situation.
- ◆ Conflits fonciers urbains (Bunia) entre les bailleurs des maisons et leurs locataires et conflit de parcelles
- ◆ Conflits au lac Albert: Multiples conflits ouverts entre pêcheurs congolais et pêcheurs ougandais et des conflits entre pêcheurs congolais et le service d'environnement
- ◆ Conflit minier à Gety
- ◆ Conflits économiques à Bunia: entre associations des taximen

Cette étude classifie à la liste des conflits les plus chauds en 2015, les conflits entre éleveurs et agriculteurs, concessionnaires et les populations riveraines. L'inquiétude autour des migrations massives interterritoriales et transfrontalières (les Rwando-phones du Nord-Kivu et de Konjo de l'Ouganda).

En outre, les conflits de limites administratives entre certaines chefferies ou secteur entre autre Walendu Bindi, ce qui entraîne des conflits fonciers dans certains groupements. Depuis 2013 Lagabo est devenu l'emplacement de camp pour environ 20.000 personnes déplacées principalement d'origine de Lendu Ngiti de secteur Walendu Bindi. Les FARDC ont un camp tout

près. Ce pourrait s'avérer être une combinaison explosive des conflits potentiels.

Les territoires d'Irumu et Mahagi sont situés au bord du lac Albert qui contient des réserves pétrolières. TOTAL, la 5ème plus grande compagnie pétrolière au monde explore le pétrole dans le lac Albert. La population craignent l'accès difficile à la pêche et espèrent être compensés et que la route nécessaire au forage pétrolier améliorerait l'accès au lac.

À Bunia les conflits de parcelles et les conflits liés à la location des maisons (conflits entre bailleurs et locataires) sont récurrents et causent des violences.

Les auteurs de conflits sont presque les mêmes que les auteurs de l'insécurité. Les focus group mentionnent les acteurs étatiques de sécurité entre autre les autorités locales, les éléments de FARDC, PNC, certaines autorités politico-administratives, les magistrats corrompus, les membres des familles régnautes, les concessionnaires, les bailleurs à Bunia et les groupes armés.

### Cause des conflits

La plus part de causes de l'insécurité constituent les causes des conflits: les conflits sont inhérents à la nature humaine (jalousie et soif du pouvoir surtout des autorités). En plus, on croit à une explosion démographique sur une terre limitée, la recherche de terre arable et fertile, pauvreté.

Troisièmement il y a le manque de confiance entre agriculteurs et éleveurs et dans les focus group, la bonne volonté des éleveurs d'arriver à la collaboration pacifique étaient plus douter que celui des agriculteurs. C'est une question aussi, identifié dans un des focus group, de 'tribalisme'. Donc il s'agit des tensions identitaires non clairement exprimées. En Irumu ça joue surtout entre Lendu et Hema, entre Lendu et Bira, et entre Bira et Hema, par exemple aux environs des environs de Komanda. Quatrièmement on voit le non-respect de limites administratives, l'occupation illégale de terres et parcelles, l'obtention illégale des concessions privées et l'ignorance des lois foncières. Parfois les lois mêmes sont vues comme source de conflit. C'est le cas avec la loi sur le bail et sur la violence sexuelle.

### Conséquences des conflits

Les conséquences des conflits ressemblent aux conséquences de l'insécurité: pauvreté, la non scolarisation des enfants, la délocalisation des populations autochtones, le découragement des investisseurs, faiblesse de l'Etat, les arrestations arbitraires, la justice populaire, incendies des maisons, les tueries, les destructions méchantes des champs, le déguerpissement de locataires par les bailleurs, tribalisation de conflit de bail et autres.

## 6.4 Gestion de sécurité et conflit

Il convient de souligner que cette étude n'a pas relevé les données sur les effectifs et équipements<sup>64</sup>. Les participants à cette étude avaient exprimé leurs besoins: presque tous les policiers interviewés indiquent qu'ils ont besoin d'équipements de communication (téléphones et radios) et de moyens de transports (véhicules, on ne demande presque jamais des motos).

64 La deuxième phase de CISPE devrait trouver plus des données concernant ces services



## La présence de la police

A Irumu on trouve la présence de la police dans les lieux suivants:

- ◆ Dans tous les 12 quartiers de Bunia
- ◆ A Gety, Boga et Tchabi,
- ◆ aussi à: Komanda, Marabo, Idohu, Bwanasura, Rasenyi, Solenyama, Runda, Irumu, Sula-Sula.
- ◆ Il y aurait une présence à Nyankunde, mais elle était chassée par la population en février 2016.<sup>viii</sup>
- ◆ Il n'y a pas une présence à Sota et Nombe qui sont des centres d'importance majeure.
- ◆ Elle n'existe non plus à Baniari Mitego, toute une chefferie

### Les Structures étatiques qui s'occupent du maintien de la sécurité

PNC, FARDC, ANR surtout, et aussi le DGM, PCR, et les autorités locales. Selon les autorités et les groupes focus ces structures ne collaborent pas bien. Par contre, exceptionnellement, les autorités (chefs de chefferies et secteurs, de quelques groupements, la PNC de Bunia) ont exprimé leur satisfaction concernant leur collaboration, sauf à Marabo et Kunda, et à Nyankunde surtout après les problèmes avec la population. Les plans de Comité de Sécurité existent mais ils ne sont généralement pas connus par la population. Les focus group considèrent que le manque de collaboration entre ces structures constitue un frein à améliorer la sécurité de la communauté.

À Irumu-centre le parquet et le Tripaix n'existent pas, mais plutôt à Bunia ou c'est le Tribunal de Grande Instance supplée.

### Existence des structures communautaires de sécurité

Les focus groupes indiquent que les plus importantes structures de sécurité locale sont les suivantes: les chefs locaux; ILP, NPMs et FOMI,<sup>65</sup> les associations des mamans, les chefs de camps de pêche, la Société civile; les groupes et comités de jeunes et les associations des taximans à Bunia, c.-à-d. ATAMOI et ACCO.<sup>66</sup> Surtout à Bunia on cherche aussi beaucoup l'appui des jeunes.

<sup>65</sup> Forum des Mamans de l'Ituri

<sup>66</sup> Association des Chauffeurs du Congo

Tableau 9

Appréciation des acteurs étatiques de sécurité et de la justice à Irumu

Focus groupes territoires Irumu à 4 sites	PNC	FARDC	Chefs	Structures locaux	Tripaix	AT	Monusco
	1,5	2-	3	3	2+	3	--
<b>Femmes</b>							
Bunia	1/5	2/5	3/5	2/5	2/5	RAS	RAS
Boga	2/5	2/5	3/5	4/5	4/5	RAS	RAS
Komanda	2/5	2/5	3/5	3/5	3/5	RAS	RAS
Marabo	1/5	2/5	3/5	2/5	2/5	RAS	RAS
	<b>Appr. 1,5</b>	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr.3</b>	<b>App.3-</b>	<b>App.3-</b>		
<b>Jeunes</b>							
Bunia	1/5	2/5	3/5	2/5	2/5	RAS	RAS
Boga	2/5	2/5	3/5	4/5	4/5	RAS	RAS
Komanda	2/5	2/5	3/5	3/5	3/5	RAS	RAS
Marabo	1/5	2/5	2/5	2/5	2/5	RAS	RAS
	<b>Appr. 1,5</b>	<b>Appr. 2</b>	<b>Appr.3-</b>	<b>App.3-</b>	<b>App.3-</b>		
<b>Leaders d'opinions</b>							
Bunia	1/5	1/5	3/5	2/5	RAS	RAS	RAS
Boga	2/5	2/5	3/5	4/5	RAS	RAS	RAS
Komanda	3/5	3/5	3/5	3/5	RAS	RAS	RAS
Marabo	1/5	2/5	2/5	2/5	RAS	RAS	RAS
	<b>Appr.2-</b>	<b>Appr.2</b>	<b>Appr.3-</b>	<b>App.3-</b>			

Les principales structures communautaires de résolution des conflits sont selon les focus group: les chefs locaux, les ILPs et NPMs, et les vieux sages. On cite aussi d'autres types d'acteurs pertinents à la résolution de conflit: certaines ONG spécifiques comme: le CRC, le RHA, l'Action Justice et Paix et l'UNADI (l'Union de l'Avancement de Développement d'Ituri qui est l'association pour les organisations culturelles, surtout à Bunia). On cite aussi, l'UN Habitat, la justice (quand même) et (finalement) la MONUSCO.

## 6.5 Besoins sécuritaires

Les participants à cette étude ont exprimé leur besoin de voir éradiquer totalement les groupes armés actifs en territoire d'Irumu entre autre les FRPI, par le désarmement, la

démobilisation, l'intégration et amnistier ceux qui les méritent et restaurer l'autorité de l'Etat.

Ils voudraient aussi la création d'emplois pour de jeunes désœuvrés, équiper et doter les acteurs de sécurité des moyens logistiques nécessaires, que les routes soient réhabilitées.

En Irumu, la méfiance de la population envers les autorités semble moins remarquable qu'à Aru, Mahagi, et Djugu. Il n'y a pas beaucoup d'exemples d'attaques et de résistance aux autorités, plus spécifiquement la police. Une explication pourrait être que les citoyens d'Irumu sont tout d'abord préoccupés par les confrontations des groupes armés. Ils dépendent plus des acteurs étatiques de sécurité qu'ailleurs. Pourtant dans le passé (2013) on a vu des actes de résistance contre les organisations internationales et Monusco, surtout à Bunia. À l'époque les acteurs étatiques avaient été épargnés.<sup>67</sup>

En général, en Irumu l'appréciation des acteurs étatiques de sécurité est différente qu'aux autres territoires. Les groupes focus sont généralement plus positifs, mais aussi plus ambigus dans leurs appréciations. L'appréciation des chefs et structures locales est aussi positive avec des exceptions (Komanda et Marabo). Les autorités n'ont pas donné leur appréciation spécifique des acteurs sécuritaires. Les autorités (chefs de chefferies et secteurs, de quelques groupements, la PNC de Bunia) ont exprimé leur satisfaction concernant leur collaboration. Sauf à Marabo, Kunda et Nyankunde.

#### 1. PNC et FARDC

En Irumu, dans les focus group mixtes, l'appréciation de la police et des FARDC n'est pas bonne (=1 à 2), mais un peu plus positive (=1,5 à 2,5) qu'ailleurs.

A Komanda, les femmes apprécient "moyennement bon" la PNC. Cette appréciation positive est spécifique dans cette étude au niveau de 4 territoires de l'Ituri.

De plus, les raisons pour l'appréciation sont différentes:

- ◆ Les FARDC et la police (souvent évalué ensemble) réagissent tardivement et ils ne sont pas efficaces. (Bunia, Boga, Marabo, Komanda)
- ◆ Les tracasseries caractérisées par les arrestations arbitraires (surtout à Boga et Bunia), les amendes exorbitantes sans quittance et les barrières illégales érigées sur la route (Axe Bunia à Kasenyi, un trajet de 50 kilomètres, on a compté dix-huit (18) barrières).<sup>68</sup>

A Boga l'opinion concernant les FARDC était la plus spécifique: "elles travaillent pour la paix mais les résultats ne sont pas manifestes"

#### 2. Tripaix et Parquet

En général, le Tripaix n'est pas ignoré comme dans des autres territoires, surtout pas à Bunia. À Bunia les focus groupes (mixtes) ont une appréciation positive du Tripaix: 'il travaille moyennement bien, car ils font quand même l'effort d'aider les personnes civiles'.

A Boga les participants à l'étude déclarent: 'Le Tripaix et le Parquet n'existent pas et doivent être implantés'. La solution est: 'la création d'une justice de proximité'.

#### 3. Chefs

L'appréciation des chefs est bonne en territoire d'Irumu en général:

A Boga les chefs sont bien appréciés: les chefs contribuent à la paix et à la stabilisation de la zone. A Bunia les chefs sont aussi bien appréciés: les chefs travaillent avec, et pour, les intérêts de la population.

A Komanda et Marabo l'appréciation est négative: les focus group mixtes et les interviews individuelles de leaders qualifient d'inefficaces les chefs.

#### 4. Structures communautaires de sécurité

Certains participants à l'étude apprécient positivement les structures communautaires de sécurité alors que les autres les apprécient négativement.

A Boga: elles contribuent à la pacification

A Komanda: les jeunes disent que leurs résultats sont moyennement bien, mais les femmes disent qu'elles ne sont pas efficaces.

A Marabo: les femmes et les jeunes déclarent que leur travail n'est pas efficace, mais les leaders d'opinion pensent que leur travail est bon.<sup>69</sup>

La différence d'appréciation des acteurs entre les régions d'Irumu mérite une recherche dans la deuxième phase de l'étude.

#### 5. AT et Monusco

L'appréciation de l'AT est moyennement bonne. Irumu est parmi les territoires qui ont les rares femmes A.T en RDC. Les commentaires ne nous montrent pas beaucoup. L'AT semble une figure connue, mais pas tellement visible.

À Boga l'AT semble mieux connue, mais moyennement apprécié.

A Bunia: les participants à cette étude pensent qu'"elle est éloignée de la population (NB: son bureau est à Irumu centre)".

L'appréciation de la Monusco n'est pas bonne: les participants à cette étude pensent que son intervention n'est pas rapide car attend l'autorisation de sa hiérarchie.

A Bunia: les jeunes pensent à son départ.

Il convient de préciser que la MONUSCO n'est pas une structure étatique de sécurité. Son mandat ou rôle consiste d'apporter son assistance, accompagnement au gouvernement Congolais. Son mandat n'est pas suffisamment connu par une grande partie de la population. La vulgarisation de son mandat est d'importance capitale.

<sup>67</sup> Et: accusées d'être derrière ces attaques. Rapport de Groupe des Experts UNO (2013).

<sup>68</sup> Inventoriés par chercheur CISPE

<sup>69</sup> La différence d'appréciation des acteurs sécuritaires entre les régions d'Irumu mérite une petite recherche dans la deuxième phase de l'étude



## 6.6 Genre et Âge

### Le facteur Genre

La situation sécuritaire de la femme est déplorable en territoire d'Irumu. Ceci est soutenu par des nombreuses informations de la Radio Okapi et UNOCHA, les femmes d'Irumu d'un côté sont les victimes de nombreux viols par des militaires et des miliciens.

La violence sexuelle joue un rôle important, mais elle n'était pas ouvertement discutée. Mais les femmes semblent aussi collaborer avec ces mêmes miliciens (notamment l'FRPI, 'les fils du milieu'). Il est dit que certaines femmes contribuent à la survie des éléments de FRPI, parfois en nourriture et informations.

Néanmoins, le territoire d'Irumu semble avoir une représentation des femmes dans certains services étatiques de sécurité. Les chiffres exacts ne sont pas bien connus, la seconde phase de cette étude pourrait les déterminer. Toutefois, la police de proximité (existe seulement à Bunia) estime aux environs de 100 femmes dans la police.

En plus, les femmes sont acceptées et impliquées à un certain niveau dans le conseil de sécurité mais ne sont pas entendues dans les décisions sécuritaires.

Les participants au focus group pensent que les femmes s'intéressent moins en matières sécuritaires. Elles devraient être suffisamment sensibiliser pour contribuer à la sécurité car elles possèdent d'énormes potentialités dans ce domaine.

### Le facteur Âge

Les structures communautaires des jeunes contribuent tant soit peu à la sécurité en territoire d'Irumu. A Bunia, les associations des taximans et les jeunes au quartiers collaborent avec les chefs d'avenues et quartiers.

## 6.7 Conclusions

Il convient de rappeler que l'activisme des groupes armés en Territoire d'Irumu cause de nombreuses conséquences sécuritaires.

Les migrations des populations ('glissements') suscitent une inquiétude en territoire d'Irumu. Ça peut devenir une 'self fulfilling prophecy' dans le milieu tendu d'Irumu. Les participants à cette étude proposent une campagne populaire des informations factuelles concernant ces groupes immigrés pour améliorer les relations intercommunautaires.

Certains éléments FARDC commettent d'abus y inclus les tracasseries contre les populations civiles. Celles-ci se réservent à les critiquer: elles se limitent seulement à évoquer les tracasseries contrairement à d'autres territoires. Une explication pourrait être qu'à Irumu la population dépend trop de l'armée pour sa protection.

L'activisme de FRPI en 2015 a contribué aux tensions intercommunautaires, aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, concessionnaires et riverains. Par ailleurs, cette situation est compliquée par le vide juridique: les participants ont exprimé le besoin de la justice fonctionnelle et

équitable à Irumu centre pour contribuer à la résolution des conflits.

Certaines femmes sont critiquées pour leur présumé appui aux éléments de FRPI et ne sont pas assez intéressées de s'impliquer dans le domaine sécuritaire. Entre temps, les femmes en sont les premières victimes.

Les participants à cette étude expriment leur besoin de les sensibiliser pour contribuer à la sécurité. Les femmes et les leaders exigent le respect de la représentation des femmes dans les services étatiques de sécurité. Il est aussi important que leurs voies y soient entendues.

Les participants à l'étude ont formulé les principales recommandations ci-dessous pour améliorer la sécurité en Irumu:

#### 1. Renforcer la capacité des acteurs étatiques de sécurité

Renforcer l'autorité de l'Etat: la formation, équipement, augmenter les effectifs par une meilleure politique de recrutement et salaires, la permutation des acteurs étatiques de sécurité et surtout la police et la justice.

#### 2. Restaurer la justice et appliquer des sanctions

#### 3. Rendre une justice équitable, non corrompue

Lutter contre l'impunité des acteurs étatiques de sécurité qui commettent des abus entre autre la tracasserie, viol, vol, détournement, corruption, meurtre et autres.

#### 4. Promouvoir la cohabitation pacifique et gérer l'immigration

Promouvoir la cohabitation pacifique entre les communautés par des campagnes de sensibilisation

Procéder à la campagne de désarmement volontaire des groupes armés et limiter le trafic d'armes par un meilleur contrôle aux postes frontaliers mais aussi lutter contre les porosités de frontières.

Vulgariser les lois du pays (code foncier, bail, violences sexuelles). Recenser les populations migrées de Nord-Kivu à Irumu puis dialoguer avec la population autochtone sur cette question pour une cohabitation pacifique.

#### 5. Conflits fonciers

Fournir un grand effort pour résoudre les conflits fonciers, surtout entre éleveurs et agriculteurs, concessionnaires et populations riveraines: Combattre la vente illicite de terres, organiser une médiation (totale) entre éleveurs et agriculteurs, et installer un comité d'arbitrage et organiser des dialogues. Clarification des limites, pas seulement pour la résolution des conflits fonciers mais aussi pour la situation au Lac Albert (p.ex. pour la délimitation des zones de frayer). Former et sensibiliser les autorités et la population concernant les lois foncières, les droits humains etc.

#### 6. Démocratisation de gestion de conflit et de la sécurité

Une grande partie des notables soutiennent une meilleure collaboration entre les acteurs étatiques de sécurité avec la population, y inclus les femmes et les jeunes. Faire impliquer les autorités provinciales dans les dossiers sécuritaire en Irumu. ♦





MILLIALE  
TE

1550 N° IMPOT A207779  
4-93-WF425 B

**AGENCE DE VOYAGE**

**LA VIE EST UN COMBAT**

**BUNIA**

**DESTINATION**

KOMANDA	FATAKI
OI	NGOTE
BENI	DJALASIGA
BÜTEMBO	ARU
MAMBASA	ARIWARA
NIANIA	FARADJE
KISANGANI	DURBA
	WATSA
	DUNGU
	NIANGARA
	ABA TADU

Malgré toutes les difficultés quotidiennes  
les Congolais prennent leur vie d'une  
façon poétique.



# 7. Conclusion

**Tableau 10**  
Résumé d'appréciation des acteurs  
sécuritaires en Ituri<sup>71</sup>

Focus groupes aux 4 territoires en Ituri	Appréciation PNC	Appréciation FARDC	Appréciation Chefs	Appréciation Structures locales	Appréciation Tripaix	Appréciation AT	Appréciation Monusco
	2-	2-	3-	3	1	2,5	3/RAS
<b>Femmes</b>							
Aru	2	1	2	3	RAS	RAS	RAS
Mahagi	1	1,5	3-	2	1	2+	RAS
Djugu	1	2	3	4	RAS	3	RAS
Irumu	1,5	2	3	3-	2	3-	3 <sup>x</sup>
<b>Ituri</b>	<b>1,5</b>	<b>2-</b>	<b>3-</b>	<b>3</b>	<b>0 à 1</b>	<b>2,5</b>	<b>RAS et 3</b>
<b>Jeunes</b>							
Aru	2	1	2	3	RAS	RAS	RAS
Mahagi	1+	1+	3	2-	1	2	RAS
Djugu	1	2	3	4	RAS	3	RAS
Irumu	1+	1,5	3-	3-	4 <sup>x</sup>	3 <sup>xi</sup>	3 <sup>xii</sup>
<b>Ituri</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>3-</b>	<b>3</b>	<b>1 à 4</b>	<b>3-</b>	<b>RAS et 3</b>
<b>Leaders d'opinions</b>							
Aru	2	2	2,5	2,5	RAS	RAS	RAS
Mahagi	1,5	2-	3-	2	1	2	RAS
Djugu	1	1,5	3	4-	inexistant	3	RAS
Irumu	2-	2 <sup>xiii</sup>	3 <sup>xiv</sup>	3 <sup>xv</sup>	RAS	3 <sup>xvi</sup>	RAS
<b>Ituri</b>	<b>2-</b>	<b>2-</b>	<b>3-</b>	<b>3</b>	<b>RAS à 1</b>	<b>3-</b>	<b>RAS</b>
<b>Personnes Interviewées<sup>xvii</sup></b>							
Aru	3	1+	1+	3-	2 <sup>xviii</sup>	2	RAS
Mahagi/ Djugu/ Irumu	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
Ituri	-	-	-	-	-	-	-

## 7.1 La situation globale en Ituri

Cette étude révèle que la situation sécuritaire est déplorable en Ituri. Les acteurs étatiques de sécurité ne jouent pas pleinement leur rôle. Ils sont parmi les plus importants auteurs de l'insécurité.

Ils sont aussi impliqués dans la corruption. Cette situation affecte la sécurité de la population dans les quatre territoires et surtout à Aru et Djugu. La population demande une meilleure collaboration entre les acteurs étatiques de sécurité et la population, une transparence de la politique sécuritaire.

Les cas des conflits fonciers sont nombreux en territoire d'Ituri malgré la présence d'acteurs de médiation. Cette situation mérite des solutions appropriées et urgentes compte tenu d'énormes conséquences sécuritaires: l'usage de la justice populaire. Cas illustratif récent, à Mahagi, plus de trois cent (300!) maisons ont été incendiées en chefferie de Djukot, en groupement Paker au mois d'avril 2016.<sup>70</sup>

Les participants à cette étude souhaiteraient la collaboration dans la gestion des conflits en impliquant les tribunaux constructifs pour une justice équitable et accessible, la meilleure médiation des conflits. Dans l'étude de 2014 les jeunes ont été actifs dans les collaborations avec les associations culturelles à Bunia et UNADI. Il serait de important de savoir plus de leur participation. Les femmes et les jeunes ont demandé une grande implication des autorités provinciales dans les dossiers de sécurité en Irumu.

70 UNOCHA, Présentation à la réunion d'échange d'informations et de coordination des activités humanitaires, Bunia, 22 avril 2016

71 Tous les chiffres marqués par le couleur rouge sont des indications de prestations inadéquates (2 ou moins)



Les acteurs étatiques de sécurité sont mal appréciés.

La PNC est fortement critiquée: certains de ses éléments sont recrutés parmi les criminels et prisonniers (Mahagi, Djugu). Ce qui les rend inefficace. Les FARDC sont accusés dans plusieurs abus entre autre les tracasseries, les viols et autres. Néanmoins, les participants à cette étude souhaiteraient l'augmentation de leurs effectifs par une bonne politique de recrutement, d'équipements et infrastructures, des salaires décentes et les formations des acteurs étatiques de sécurité.

Les chefs coutumiers sont les mieux appréciés. Néanmoins, ils sont accusés dans les ventes illicites des terres pour leurs intérêts égoïstes. Les conflits de pouvoir coutumiers sont entretenus par certaines autorités politico-administratives (trop exprimé à Mahagi et Djugu).

Les structures locales obtiennent la meilleure appréciation. A Mahagi, Aru, et dans certains endroits à Djugu, les Nyumba Kumi contribuent dans la sécurité. Les structures de jeunes sont présentes partout et ils sont les plus violentes à Djugu. Les structures communautaires de sécurité en général n'ont pourtant pas de capacités de protéger la population. À Blukwa certaines femmes ont demandé la réinstallation des structures d'autodéfense des jeunes et de les fournir des armes.

À Mahagi et Aru, redynamiser les Nyumba Kumi qui sont apparemment affaiblis. Les organisations culturelles (c.à.d. des structures communautaires linguistiques) et leur plateforme en Ituri 'l'UNADI' (qui en 2014 était identifié comme des forces importantes pour la médiation et l'ordre dans les quartiers de Bunia), actuellement elles ne sont pas discuter cette fois-ci. La cause probable est qu'on ne s'est pas trop focalisé sur cette question à Bunia dans la même intensité qu'en 2014. Il pourrait être toujours une structure locale pertinente.

La justice et plus particulièrement le Tripaix n'a pas été critiquée de la même façon qu'en 2014 notamment sur la corruption. Cette étude formule trop de remarques sur l'abandon par la justice ('ils sont absent' et 'ils ne font pas leur travail'). Cette situation pousse la population à suggérer le retour au système coutumier mais aussi renforce la justice populaire qui se traduit par l'incendies des maisons, vengeance, violences sexuelles, sorcelleries, coups et blessures et autres.

Le Tripaix est loin de la population. Un répondant a remarqué qu'on a besoin des 'tribunaux de proximité'. Les acteurs de médiation de conflit sont souvent les mêmes que les acteurs de sécurité, sauf qu'on peut ajouter: la Commission Foncière d'Ituri (CFI) et UN Habitat (qui semble d'être devenu moins active depuis 2014).

## 7.2 Résumé par territoire

### Aru

Cette étude révèle que le territoire d'Aru est celui où les acteurs étatiques de sécurité sont plus critiqués en matière de corruption, l'implication des chefs dans les conflits fonciers et manque de collaboration avec la population. (cela se traduit par la police chassée dans certains endroits, certains bureaux de l'Etat brûlés et saccagés). Les structures communautaires de sécurité sont mieux appréciées.

*Conflits fonciers*: il y a des profondes inquiétudes autour de certains conflits fonciers qui semblent s'empirer et méritent des solutions urgentes.

*Les problèmes frontaliers sont récurrents*: ce qui expose Aru à la contrebande, les problèmes fonciers et les réclamations de territoire par l'Ouganda et Soudan du Sud. Cette étude relève que certains acteurs de sécurité seraient impliqués dans des affaires très obscures et sensibles (c.-à-d. le trafic des voitures, drogues, armes).

*La justice*: le système juridique est mal connu et on a besoin d'un sérieux travail de reconstruction.

*Engagement de la population*: La population demande à travailler activement ensemble pour améliorer la sécurité dans Aru et voudrait mieux connaître comment les structures de sécurité fonctionnent, les plans et leurs politiques de sécurité et de gestion de conflit. Ils ont besoin de plus de transparence.

*Les jeunes*: sont impliqués dans les nouvelles structures comme L'Armée Rouge et Sakomona et sont appréciés par la population. A notre avis ces structures sont une expression de la tendance populaire à l'autonomie dans le domaine sécuritaire. Il a été révélé qu'il n'existe pas de collaboration entre les services de sécurité et certains groupes de jeunes (Armée Rouge et Sakomona). Cela se traduit notamment par des accusations mutuelles. Ce qui constitue un obstacle majeur en faveur du dialogue démocratique et la restauration de l'autorité de l'Etat.

*Femmes*: Il serait important de capitaliser les potentialités des femmes et les impliquer activement dans la médiation des conflits.

### Mahagi

Mahagi partage certains points avec Aru. Les problèmes transfrontaliers sont récurrents à Mahagi comme à Aru. Les activités commerciales et la contrebande n'ont pas la même ampleur.

*Les conflits fonciers* sont aussi récurrents, la croissance démographique et la pauvreté. Les participants ont besoin que ces conflits soient résolus urgemment par les structures étatiques de sécurité et les structures communautaires de sécurité. Ils entraînent la justice populaire.

*La corruption par les structures étatiques de sécurité* a été aussi évoquée à Mahagi. l'enquête révèle que la population n'a pas d'enthousiasme pour les acteurs étatiques de sécurité, la police a été «démarrée» (chassée) dans certains endroits.

*La police* est inefficace à cause de sa mauvaise politique de recrutements parmi les criminels et prisonniers, l'insuffisance de ses effectifs et des matériels. Le besoin exprimé consiste de rétablir une meilleure politique de recrutement, renforcer ses effectifs, matériels, les former et améliorer leurs salaires.

*Les chefs coutumiers* ont un enthousiasme et mieux appréciés que les structures étatiques de sécurité par les participants à cette étude.

*Les femmes et les jeunes*: Les femmes sont butées à des multiples problèmes sécuritaires entre autre les violences sexuelles au sein des foyers et à l'extérieur des foyers surtout durant les marchés nocturnes. Les jeunes ne sont pas impliqués dans la gestion de sécurité. Le besoin exprimé consiste d'impliquer les jeunes et les femmes dans l'amélioration de la sécurité.



## Djugu

Cette étude a révélé qu'il n'existe pas de collaboration entre les services étatiques de sécurité et la population: cela se traduit par des actes de résistance. Les structures communautaires de sécurité et les chefs coutumiers sont appréciés par les participants à l'étude ('nous voulons retourner au système coutumier').

*Les tensions intercommunautaires:* n'ont pas été discutées dans le focus group, mais les nombreux conflits fonciers donnent une idée à ce sujet.

*Conflit fonciers:* L'augmentation des conflits fonciers en 2015 est préoccupante compte tenu d'énormes conséquences. Les participants à cette étude et surtout dans les focus group et les interviews individuelles (chefs) ont exprimé le besoin d'une "solution totale" c'est-à-dire: on souhaite l'implication de tous les chefs, les représentants de la population, les églises, l'Etat etcetera à un processus et à une conférence de gestion de conflits fonciers qui doit aboutir à une résolution de ces problèmes une fois pour toute.

Les participants à cette étude ont révélé le manque de collaboration entre la population et les acteurs étatiques de sécurité surtout les FARDC et la PNC, Justice (cela est démontré par le fait qu'ils sont chassés dans certains endroits surtout la PNC et la justice).

*La justice:* la justice inéquitable en combinaison avec le vide juridique amplifient les conflits dans cette zone. Ce qui entraîne la justice populaire. Le besoin exprimé consiste de restaurer la justice équitable en sanctionnant les magistrats corrompus et combler le vide juridique.

*Femmes:* sont relativement fortes à Djugu. Elles sont constituées dans les structures communautaires entre autre les NPM pour une bonne gestion de sécurité et de conflits.

*Jeunes:* sont violents vis-à-vis des acteurs étatiques de sécurité. Certaines zones ne sont pas contrôlées par la police chassée. La crainte de la circulation d'armes dans la communauté et la présence de nombreux démobilisés ont été évoqués dans cette étude.

## Irumu

L'activisme des groupes armés dans cette zone rend volatile la situation sécuritaire. Cela se traduit par des enlèvements, les violences sexuelles, les vols, meurtres, et autres atrocités sur la paisible population.

*Les tensions intercommunautaires* étaient amplifiées par l'activisme des FRPI durant l'année 2015.

*Les conflits fonciers* sont aussi récurrents en Irumu, surtout entre éleveurs et agriculteurs, concessionnaires et population riveraine, les problèmes autour des terres collectives et autres. Cette étude révèle que les acteurs étatiques de sécurité n'étaient pas trop critiqués comme dans les autres territoires. La résolution de ces conflits est d'importance capitale pour stabiliser Irumu.

*Migration:* Les migrations des groupes d'autres territoires ('glissements') sont généralement perçues par les participants à cette étude comme parmi les problèmes latents. Ça peut devenir une prévision auto-productrice dans le milieu tendu d'Irumu. La proposition des certains groupes focus étaient de faire une campagne populaire d'informations factuelles

concernant les groupes immigrés variés et d'explorer les possibilités pour améliorer les relations intercommunautaires.

*Groupes armés:* il y a de nombreux groupes armés dispersés, mais ils ne sont pas sérieusement combattus par les forces étatiques de sécurité, et ne sont pas pris suffisamment pris au sérieux par les forces politiques nationales et organisations internationales. Pourtant ils sont la première préoccupation de la population qui fait installer 'une psychose' de peur.

*La Police* est mal appréciée, mais moins que dans les groupes focus.

*Les FARDC* érigent nombreuses barrières illégales en territoire d'Irumu.

*La justice* en Irumu aussi le vide juridique est palpable. Le Tripaix et Parquet sont implantés à Bunia. La justice est donc éloignée de la population.

*Les femmes* d'Irumu constituent les premières victimes de l'activisme de groupes armés. Toutefois, certaines d'entre elles ont été critiquées pour leur assistance aux miliciens FRPI. Les femmes et les leaders recommandent un pourcentage de 30% de représentativité de femmes dans les structures étatiques de sécurité et que leurs voix soient entendues.

## 7.3 Les besoins en sécurité priorités

En gros, les participants à cette étude ont exprimé leur besoin de voir les acteurs étatiques de sécurité joués pleinement leur rôle et de n'est plus se transformer en acteurs d'insécurité.

### 1. La PNC: Transparence

- ◆ Les acteurs de sécurité seront limités à commettre des abus (financiers et physiques) à la population et préférentiellement sanctionnés.

Exemple d'un indicateur potentiel gérable:

- ◆ La Police ne fait plus d'amendes sans quittance, suivie par les comités locaux de base.
- ◆ La police n'érige plus les barrières illégales

### 2. La PNC: Renforcement des capacités

- ◆ Mieux recrutée, formée, payée et équipée, selon la loi du pays et adéquatement.

Exemple d'un indicateur potentiel gérable:

- ◆ Par territoire la Police fera une proposition globale des priorités (il ne sera pas permis de commencer par l'augmentation des salaires et des équipements), qui seront discutées dans les CdeS élargis et proposer de nouveaux indicateurs pour leur performance.

### 3. Démocratisation

- ◆ Une politique de sécurité claire et des décisions transparentes et bien communiquées à la population.



Exemple d'un indicateur potentiel gérable.

- ◆ Les rapports des décisions des CdeS seront toujours publiés (à la radio) au lendemain des réunions des CdeS élargis... *fréquence convenable aux participants* (p.ex. tous les deux mois)

#### 4. Démocratisation: Genre et âge

- ◆ Meilleure implication des femmes et des jeunes dans le domaine sécuritaire et la gestion de conflits

Exemple d'un indicateur potentiel gérable

- ◆ Dans tous les territoires une proposition est préparée avec l'implication des jeunes et des femmes pour un meilleur engagement des femmes et des jeunes dans le domaine de la sécurité et de la gestion des conflits (remarque: pas seulement un pourcentage des représentants: une stratégie effective pour faire entendre les voix des femmes !).

#### 5. Une justice fonctionnelle

- ◆ Une justice plus proche, visible, accessible, intègre, assistée par le système coutumier

Exemple d'un indicateur potentiel gérable

- ◆ Inventaire des besoins spécifiques priorités dans le secteur juridique

#### 6. Gestion des conflits fonciers

- ◆ Etablir un plan concerté pour la gestion des conflits fonciers en Ituri

Exemple d'un indicateur potentiel gérable

- ◆ Les acteurs étatiques de sécurité (y inclus l'administration du territoire, assemblée provinciale) devraient inventorier le plan des priorités en matières des conflits fonciers. Cela traduira leur bonne volonté.
- ◆ La préparation d'un plan concerté de gérer les conflits, par tous les acteurs de gestion de conflits pour résoudre les conflits fonciers dans tous les quatre territoires d'Ituri (avec une attention spécifique pour Irumu et Djugu).
- ◆ En même temps: composer une proposition faisable *par territoire* en étapes avec une attention au rôle des chefs.

#### 7. Lutter contre l'impunité dans tous les quatre territoires

Surtout dans les zones frontalières d'Aru et Mahagi, cela diminuerait la corruption. ◆





Au foyer: malgré tout la vie continue dans toutes ces facettes.



# Liste de Littérature

Ansoms et Van Puijenbroek (2011) 'A legacy from the past hindering the future: land conflicts in Ituri', in: Ansoms et Marysse, *Natural resources and local livelihoods in the Great Lakes Region of Africa*.

Banza-Nsungu A., Ngoy Kishimba et Dackam-Ngatchou, R. 'Ampleur des violences sexuelles en République Démocratique du Congo: analyse à partir des données rapportées par les acteurs de terrain', Bureau de UNFPA en RDC <http://uaps2011.princeton.edu/papers/110991>.

CASM (2007) *Artisanal mining in the DRC, key issues, challenges and opportunities*.

Consortium for the Integrated Stabilization and Peace (CISPE 2015) *Final Proposal*

Eriksson Baaz, Maria and Ola Olsson (2011) 'Feeding the Horse: Unofficial Economic Activities within the Police force in the Democratic Republic of Congo'. *African Security* (4/4) 223-241.

Daily Monitor, 'M18 rebels test the waters where M23 have drowned' (14-11-2013).

DFID (2007) *Trading for peace. Achieving security and poverty reduction through trade in natural resources in the Great Lakes area*.

Dixon, Peter (2014) *Le droit de connaître. Vérité et réconciliation en Ituri*. Réseau Haki na Amani et IKV/PaxChristi.

Fahey, D. (2009) 'Guns and Butter: Uganda's involvement in Northeastern Congo 2003 – 2009'.

Paper presented at the African Studies Association 2009 Annual Meeting (New Orleans).

Fahey, Dan (2009) 'Wars within wars: Understanding conflict in the Ituri District of the Democratic Republic of the Congo, 1999-2007'. Paper presented at the ISSS/ISAC Annual Conference 2009, Monterey.

Fahey, Dan (2013) 'Ituri: Gold, land, and ethnicity in North-Eastern Congo'.

Fahey, Dan (à venir) 'This Land is My Land: Contemporary land grabbing' in Ituri put into a historical perspective'. Usalama Project: *Understanding Congolese Armed Groups* (Nairobi: Rift Valley Institute).

Forest Monitor 2007

Global Witness, 'News over ownership of Congolese Oil blocks raises further corruption concerns' (24-06-2012).

Henning Tamm (2013) 'FNI and FRPI: Local Resistance and Regional Conflict in North-Eastern Congo'. Usalama Project: *Understanding Congolese Armed Groups* (Nairobi: Rift Valley Institute).

Henning Tamm (2013) 'UPC in Ituri: The external militarization of local politics in North-Eastern Congo'. Usalama Project: *Understanding Congolese Armed Groups* (Nairobi: Rift Valley Institute). Human Rights Watch (2003) *Covered in Blood, Ethnically targeted Violence in North Eastern Congo*. Washington, London, Brussels.

ICG (2008) *Congo: Four priorities for sustainable peace in Ituri*. Africa report no. 140.

IKV Pax Christi (2009) *Analyse de contexte de l'Ituri*.

IKV Pax Christi (2009) *How Enlightening is the Thunder? De quel éclairage est le tonnerre?*

IKV Pax Christi and réseau Haki na Amani (2009) *Conflits fonciers en Ituri: Poids du passé et défis pour l'avenir de la paix*.

IKV Pax Christi et Réseau Haki na Amani (2008) *Processus DDR en Ituri, succès, faiblesses et perspectives*.

IKV Pax Christi (2012) *A Golden Future in Ituri?: Which perspective for gold exploitation in Ituri, DR Congo?*

International Alert and Réseau Haki na Amani (2014) *Oil exploration in Ituri: A Human Rights and Conflict Assessment in Block III*. IRINNews 'DRC: Slow start to disarmament in Ituri', 16 September 2004, <http://www.irinnews.org>.

Matthysen, Ken; Hilgert, Filip; Schouten, Peer; Mabolia, Angone. (2011) "A detailed analysis of



Orientale Province's gold sector'. IPIS.

Pottier, Johan (2003) 'Emergency in Ituri, DRC: Political Complexity, Land and Other Challenges in Restoring Food Security', p5, FAO workshop, www.FAO.org.

*PROMINES study. Artisanal mining in the Democratic Republic of Congo.* PACT, Inc. 2010.

Prunier, G. (2006) 'Rebel movement and proxy warfare: Uganda, Sudan and the Congo (1986-1999)'. *African Affairs* (103/412), 359-383.

Prunier, G. (2008) 'The ethnic conflict in Ituri District: Overlapping of local and international In Congo Kinshasa', in: J.P. Chrétien and R. Banegas (ed.) (2008) *The recurrent Great Lakes Crisis, identity, violence and power* (London: Hurst), p.183-184.

Puijtenbroek, van, J. (2008) 'La situation post conflit aux territoires de Mahagi et Aru, district d'Ituri'.

Présentation à la conférence 'Governance without government in Africa's protracted crises'. Egmont Instituut, 14 December 2008.

RCN Justice et Démocratie (2009) 'Les conflits fonciers en Ituri: de l'imposition à la consolidation de la paix'.

Spittaels, Steven (2010) *The complexity of resource governance in a context of state fragility: an analysis of the mining sector in the Kivu Hinterlands.* IPIS et International Alert.

Stearns, J., Vogel, C. (2015) *The landscape of Armed Groups in the Eastern Congo.*

Sunman, H. and Nick Bates (2007) *Trading for peace. Achieving security and poverty reduction through trade in natural resources in the Great Lakes area.* (London: DFID).

Tamm, Henning, Rift Valley Institute, UPC in Ituri (2013) *Understanding Congolese Armed Groups.* Nairobi.

Titeca, K. (2009) 'The changing cross-border trade dynamics between north-western Uganda, north-eastern Congo and southern Sudan'. Working Paper no. 63 (London: Crisis States Research Centre).

Titeca, K. (2009) 'The FAPC and socio-economic governance in the Ugandan-Congolese borderlands'. Présentation à la Rebel Governance Conference (Yale University).

Titeca, K. (XXX) 'Informal cross border economic networks between NW Uganda, S Sudan and E DR Congo'. Presentation at cross border conference on security in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda.

Uhaki safi, Programme d'appui au Renforcement de la justice à l'Est de la RDC (PARJ-E), mai 2015

*UN Group of Experts Interim Report on the Democratic Republic of Congo* (21-06-2012).

*UN Group of Experts Final Report on the Democratic Republic of Congo* (15-11-2012).

*UN Group of Experts Interim Report on the Democratic Republic of Congo* (23-06-2013).

*UN Group of Experts Interim report on the Democratic Republic of Congo* (19-07-2013).

*UN Group of Experts Final Report on the Democratic Republic of Congo* (14-01-2014).

*UN Group of Experts Final Report on the Democratic Republic of Congo* (December 2015).

UNOCHA, août 2014, 'Qui fait Quoi Où ? Répertoire des projets, list de contacts humanitaires, czrte qui est Où, 3W Opérationnelle etécanisme de oordiantion en place, Province Orientale', <http://rdc-humanitaire.net/index.php/coordination/qui-fait-quoi-ou-3w>

Veith, Alex (2011) *Intervention as Indirect Rule. Civil War and Statebuilding in the Democratic Republic of Congo.* (Frankfurt: Campus Verlag).

Vircoulon, T. and F. Liégois (2010) *Violences en brousse: Le 'peacebuilding' international face aux conflits fonciers* (Paris: Institut Français des Relations Internationales).

Vlassenroot, Perrot et Cuvelier (2012) 'Doing business out of war. An analysis of the UPDF's presence in the DR Congo, in: *Journal of East African Studies* (6/1).

Vlassenroot, Koen et Tim Raeymaekers *Le conflit en Ituri*, l'Afrique de Grands Lacs Annuaire 2002-03, 207-233.

Vries, de, Lotje (2011) 'Négocier l'autorité. Les micro-pratiques étatiques à la frontière du Sud-Soudan et de la République démocratique du Congo.' *Politique africaine* 122.

#### Websites

<http://allafrica.com/stories/201511303297.html>

<http://groupeavenir.org/territoires-de-mambasa-ituri-et-de-beni-nord-kivu>

<http://www.rfi.fr/afrique/tag/rdc>

<http://congosiasa.blogspot.nl/2015/06/the-latest-installment-of-military.html>

<http://www.irinnews.org/report/53528/drc-disarmament-begins-ituri-targeting-4000-rebels>

[http://www.memoireonline.com/02/09/1939/m\\_LA-COUVERTURE-MEDIATIQUE-DUNE-ZONE-DE-CONFLIT-ARME--Cas-de-la-Radio-Okapi-en-Ituri-RDC3.html](http://www.memoireonline.com/02/09/1939/m_LA-COUVERTURE-MEDIATIQUE-DUNE-ZONE-DE-CONFLIT-ARME--Cas-de-la-Radio-Okapi-en-Ituri-RDC3.html)

<http://www.un.org/press/en/2015/sc11834.doc.htm>

<http://www.ijmonitor.org/2015/04/voices-from> <http://www.ijmonitor.org/2015/04/voices-from-the-ground-reactions-from-ituri-on-recent-icc-judgments/>

<http://www.peacebuildingdata.org/>



## Radio Okapi

(29-01-2014) Province Orientale: conditions de vie précaire des déplacés de Lagabo

(27-04-2014) Ituri: paralysie des activités au tribunal de paix de Mahagi

(08-08-2014) Ituri: 11.000 armes récupérées auprès des civils

(08-08-2014) RDC: 100 femmes violées et torturées en deux semaines au Nord-Kivu

(05-10-2014) Province Orientale: début d'une campagne d'information sur la loi foncière en Ituri

(28-11-2014) Bunia: 28 miliciens de la FRPI se sont rendus

(11-12-2014) RDC: 50 opérateurs économiques otages des Maï-Maï Simba à Mambasa

(12-12-2014) Province Orientale: la multiplication des kidnappings inquiète les habitants de Bunia

(15-12-2014) Ituri: l'administrateur de Mambasa soupçonne la présence des ADF dans son entité

(26-12-2014) RDC: 6 personnes tuées par des présumés ADF en Ituri

(27-12-2014) Ituri: 11 personnes tuées par des présumés ADF à Ndume

(02-01-2015) RDC: Massacre d'une dizaine de personnes par les ADF/Nalu en Ituri

(05-01-2015) Bunia: Cobra Matata transféré à Kinshasa

(06-01-2015) Ituri: 4 jeunes retrouvés morts au cachot du parquet à Bunia

(24-01-2015) RDC: Aveba déclaré 'village sans armes'

(28-01-2015) Ituri: 152 blessés après des affrontement à l'arme blanche entre prisonniers à Bunia

(09-03-2015) Ituri: des hommes armés attaquent le camp de déplacés de Lagabo, 12 blessés

(05-04-2015) Ituri: 2860 cas de viols enregistrés à l'hôpital Karibuni wa mama depuis 2010

(09-04-2015) Ituri: des attaques répétées contre les sites de déplacés à Irumu

(11-04-2015) Ituri: un conflit foncier oppose un député aux autorités coutumières de Lengabo

(17-04-2015) Ituri: des humanitaires sous menaces de la FRPI à Walendu Bindi

(12-05-2015) Ituri: 10 commerçants tués à Irumu

(01-06-2015) Ituri: militaires et gardes de parc accusés d'exploiter de l'or dans la réserve d'Epulu

(06-06-2015) Ituri: 46 personnes condamnées pour viol sur mineures

(14-07-2015) Ituri: le camp des déplacés de Gety attaqué par des miliciens

(07-08-2015) Recrudescence des cas des conflits fonciers en Ituri

(08-08-2015) Ituri: petits éleveurs et agriculteurs se disputent les terres avec les grands fermiers de Bahema-Sud

(08-08-2015) Ituri: Cobra Matata vit en homme libre à Bunia

(14-08-2015) 58 jugements rendus par le Tribunal de grande instance de l'Ituri

(26-08-2015) Ituri: plus de 50 maisons incendiées à la suite d'un conflit foncier à Djugu

(30-08-2015) Ituri: deux villages d'Aru envahis par des Sud-soudanais

(30-08-2015) Ituri: trois femmes violées par des présumés taximen motos

(16-09-2015) Mahagi: éleveurs et agriculteurs sensibilisés sur la gestion pacifique des pâturages collectifs

(10-10-2015) Ituri: les FARDC empêchent une embuscade sur le tronçon Bunia – Kasenyi

(11-10-2015) Mambasa: les autorités décident de refouler l'éléphant tueur 'Ya Mado'

(15-10-2015) Ituri: une cache d'armes découverte à Bunia

(18-10-2015) Ituri: plus de 130.000 déplacés accèdent difficilement à la nourriture, selon la FAO

(20-10-2015) Ituri: quatre agents de MSF dépouillés dans une attaque armée à Koni

(23-10-2015) Ituri: les autorités appellent la population à contribuer à la protection des humanitaires

(29-10-2015) RDC: Joseph Kabila nomme les commissaires spéciaux de nouvelles provinces

(04-11-2015) Ituri: tension à Aru après le lynchage de 5 présumés assassins d'un commerçant

(11-11-2015) Sécurité du processus électoral en RDC: 700 policiers formés en Ituri

(17-11-2015) Ituri: 2 blessés graves après une attaque attribuée aux rebelles des ADF

(21-11-2015) Ituri: 1500 familles abandonnent leurs villages suite aux exactions de la FRPI

(07-12-2015) Insécurité: plusieurs localités de Beni vidées de leur habitants

(09-12-2015) Ituri: les Maï-Maï Simba menacent d'attaquer deux localités de Mambasa



(20/12/2015) Ituri: 22.000 armes et munitions détruites

(25-12-2015) Ituri: 4 personnes abattues à Lagabo

(29-12-2015) Ituri: 38 barrières dénombrées entre Niania et Komanda

(01-01-2016) Ituri: plusieurs incursions des miliciens enregistrées en 2015

(02-01-2016) Ituri: l'année 2016 placée sous le signe de la promotion de la paix

(04-01-2016) Un monument dédié aux martyrs réhabilité en Ituri

(05-01-2016) Bunia: 4 personnes arrêtées pour meurtre à Lagabo

(16-01-2016) Ituri: les miliciens de la FRPI s'engagent à se démobiliser

(18-01-2016) Ituri: tension à Biakato après l'assassinat d'un chef local

(18-01-2016) La RDC veut poursuivre Germain Katanga, condamné par la CPI

(27-01-2016) Ituri: 10.000 déplacés de Walendu Bindi réclament la sécurité dans leurs villages

(28-01-2016) Ituri: des déplacés dénoncent la discrimination dans la distribution des vivres

(28-01-2016) RDC: la police a acquis de l'équipement anti-émeute

(29-01-2016) Ituri: les parlementaires accusent les FARDC de se déguiser en coupeurs de route

(25-03-2016) Le CEEC dénonce la sortie frauduleuse de l'or de l'Ituri vers l'Ouganda

(04-05-2016) RDC: 17 personnes tuées à Beni

(09-05-2016) Massacre de Beni: le commandement de l'opération 'Sokola I' délocalisé

#### **UNOCHA**

Bulletins d'information Humanitaire:

03.03.2016

04.03.2016

15.03.2016

18.03.2016

29.03.2016

13.04.2016

15.04.2016

18.05.2016



# ANNEXE I – Résumé en anglais

## Executive Summary

Between February and May 2016, PAX conducted a needs assessment in Ituri province (Eastern DRC). This needs assessment was conducted in the context of the CISPE programme (Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC). The study provides insight in- and better understanding of - the human security situation in Ituri Province, as perceived by the population and the authorities. The motivation to conduct this needs assessment was:

- a. to create a common point of departure for the consortium members in order to guide project implementation and to fine-tune and prioritize the activities and strategies of the project,
- b. to inform all the stakeholders of the programme (such as I4S, STAREC, civil society, local peace initiatives, security services) about the current security situation and the drivers of conflict in Ituri and
- c. to discuss the security situation with the population in Ituri, as a start of the engagement process with the population and to ensure the legitimacy/ownership of the programme by the people for whom it is meant.

The security situation and security needs of the population were assessed in four of the five territories of Ituri: Aru, Mahagi, Djugu and Irumu. For each of these territories, the following themes were addressed:

- ◆ Update of the security situation in the area
- ◆ Update of the conflict dynamics in the area
- ◆ The security needs of the population and their appreciation of the security actors
- ◆ Perception of the security situation by the population (disaggregated by age and sex)

PAX conducted the needs assessment in collaboration with its partners RHA (for data collection in Irumu and Djugu) and CDJP (for data collection in Aru and Mahagi). CDJP recruited 8 interviewers (4 for each territory), RHA recruited 10 interviewers (5 for each territory). The research teams travelled to 14 different sites where they met with representatives of the *Initiatives Local de Paix* [ILPs], *Initiatives Local de Sécurité Communautaires* [ILSCs] and *Noyaux Pacifiques des Mamans* [NPMs]. In total, 46 focus group discussions (in which 567 people participated) and 94 individual interviews with representatives of the police, justice and among civil servants were conducted.

### Findings

The study clearly shows that the security actors in the region are perceived as the most important actors of insecurity. Security actors are involved in corruption and abuse which is especially affecting the security situation of the population in Aru and Mahagi. The population asks for more transparency and collaboration with the security actors.

Research findings also indicate that there is a substantial increase in land conflicts in Ituri. Popular justice mechanisms are often applied in these conflicts. In spite of existing mediation structures cases are seldom resolved in a satisfactory way. The population asks for better management of these cases and for functional tribunals that provide accessible and equal justice. Advocacy for a provincial law on land rights in Ituri is requested from different sides. PAX intends to take up this issue in its programme for the first year.

In Aru border problems both along the border with South Sudan and Uganda have been reported. In Irumu the research revealed migration problems (migratory groups should be identified and counted) as well as a lot of activity of armed groups with frequent attacks on villages resulting in a population living in constant fear: never knowing when and where the next attack will take place.

The population's perception regarding the security actors is summarized in the table below:

The **police** is poorly rated by all interviewees in the four territories of Ituri. (In Mahagi and Djugu recruitment of criminals/former prisoners in the police is reported). The army is even less appreciated equally bad in all four territories. The population asks for more manpower, equipment, infrastructure, higher salaries and more training for the police officers, as they seem well aware that these elements lead to a police force that can't be expected to perform their tasks well.

The **traditional chiefs** get the best ratings, and they enjoy substantial support. However, in Mahagi and Djugu some chiefs are perceived as commercial actors who sell both land and gold concessions for their own benefit. This abuse of power is mainly indicated by opinion leaders and certain government authorities.

**Table 12**  
Appreciation of security actors in  
Ituri Province

Focus groups in Ituri	PNC	FARDC	Chefs	Structures locaux	Tripaix	AT	Monusco
	2-	2-	3	3	1	2,5	3/RAS
<b>Women</b>							
Aru	2	1	2	3	RAS	RAS	RAS
Mahagi	1	1,5	3-	2	1	2+	RAS
Djugu	1	2	3	4	RAS	3	RAS
Irumu	1,5	2	3	3-	2	3-	3
<b>Ituri</b>	<b>1,5</b>	<b>2-</b>	<b>3-</b>	<b>3</b>	<b>0 à 1</b>	<b>2,5</b>	<b>RAS et 3</b>
<b>Youth</b>							
Aru	2	1	2	3	RAS	RAS	RAS
Mahagi	1+	1+	3	2-	1	2	RAS
Djugu	1	2	3	4	RAS	3	RAS
Irumu	1+	1,5	3-	3-	4	3	3
<b>Ituri</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>3-</b>	<b>3</b>	<b>1 à 4</b>	<b>3-</b>	<b>RAS et 3</b>
<b>Leaders</b>							
Aru	2	2	2,5	2,5	RAS	RAS	RAS
Mahagi	1,5	2-	3-	2	1	2	RAS
Djugu	1	1,5	3	4-	NA	3	RAS
Irumu	2-	2	3	3'	RAS	3	RAS
<b>Ituri</b>	<b>2-</b>	<b>2-</b>	<b>3-</b>	<b>3</b>	<b>RAS à 1</b>	<b>3-</b>	<b>RAS</b>

**Local structures** are also much appreciated. Many of them are youth structures. They are present everywhere, but violent in Djugu. In Aru, youth are implicated in new structures called Red Army and Sakomona that live in a highly tense relationship with the local government.

**Justice** (particularly the Peace Tribunal/Tripaix) is mainly criticized because of its absence and non-functionality. The Peace Tribunals reside at Territorial level and are considered to be too far away from the population. A number of Peace Tribunals is not properly staffed since the nominated magistrates have left for Kinshasa.

Because of this absence of a justice system, the population feels obliged to turn to the customary justice and often even popular justice. In the entire region we find examples of such cases: houses are being burnt down, sexual violence, witchcraft, murders and injuries related to land conflicts.

#### Recommendations by the population:

- ◆ The population requests better management of law cases and for functional tribunals that provides accessible and equal justice
- ◆ The population asks for more manpower, equipment, infrastructure, higher salaries and training for the police officers, not forgetting new recruits in the lower ranks
- ◆ The population wants the FARDC to be sent back to their barracks and wants a halt to the illegal collection of money on the roadside from those passing through-by both army and police and wants them to stop trafficking drugs and alcohol – a salary raise is needed to achieve this.
- ◆ The population (especially in Aru) asks for more collaboration between people and administration and for a better understanding of the functioning of security structures.
- ◆ (Voluntary) disarmament is requested by both the population and the local authorities combined with a campaign to promote living together peacefully with a special focus on youth where national laws should be explained and topics such as sexual violence should get attention.
- ◆ The population in Djugu asks for a conference on land conflicts where all chiefs, representatives of the population, churches, state actors can exchange views and seek solutions.◆



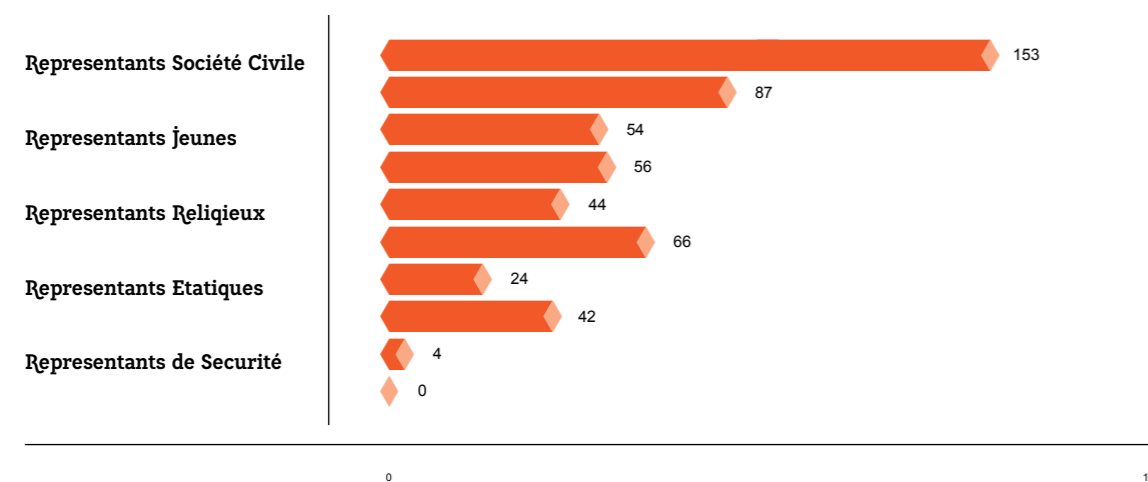
# ANNEXE II – Participation à l'étude

**Table**  
Genre des participants à  
l'étude



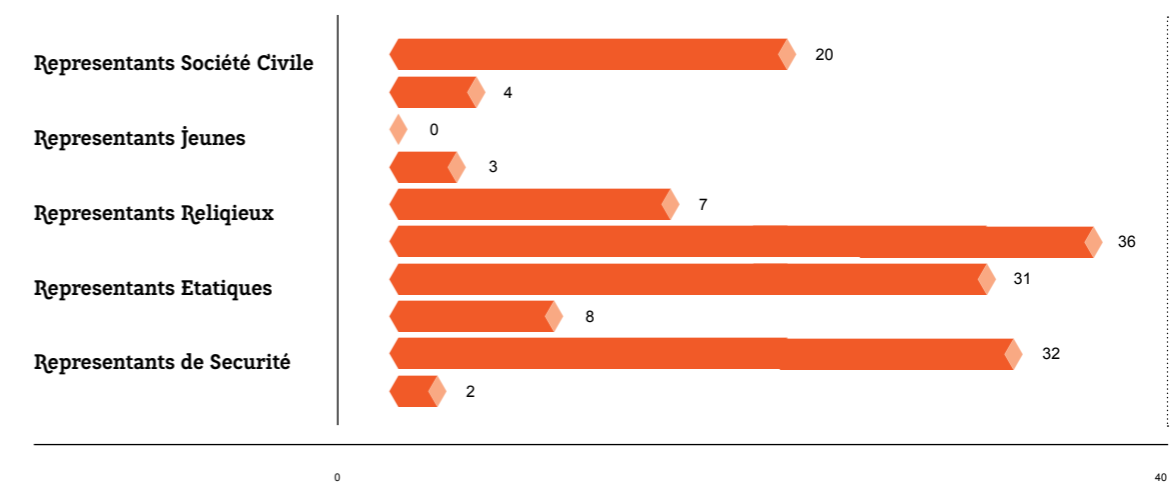
200

**Table**  
Réprésentations des catégories des  
participants à l'étude - Focus groupes



170

**Table**  
Réprésentations des catégories des  
participants à l'étude - Interviews individuelles



40

# ANNEXE III – Les recommandations des restitutions

## Les recommandations des restitutions de Djugu et Irumu

### Djugu

- ◆ **FARDC:** Caserner l'FARDC, punir et bannir les collectes d'argent aux passants et commerce des drogues et alcool ; améliorer leurs moyens de survie
- ◆ **PNC:** Partager et publier les critères de recrutement de la PNC ; l'engagement des personnes compétentes ; respect des lois et de la déontologie/éthique professionnelle
- ◆ **La justice:** Restaurer et renforcer le pouvoir judiciaire
- ◆ **Le system coutumier:** Attention spécifique pour les conflits de pouvoir coutumier ; organiser la succession de trône. La démocratisation de gestion sécuritaire: Multiplier les rencontres populaires et les consultations de Comité de Sécurité avec la population pour augmenter l'efficacité de plaider avec l'Etat ; bonne collaboration avec les administrateurs ; redynamiser la capacité de formation et information pour la population; organiser la bonne collaboration avec les autorités locales et tous les services de sécurités et suivi et visite régulier des points chauds ; sensibiliser des populations en lois, culture fiscale, droits citoyens
- ◆ **Renforcer les capacités des services sécuritaires:** Appui logistique, infrastructurelle et budgétaire, financier et de salaires aux services de sécurité ; engagement dans les médiations de conflits ; Implication robuste de l'Assemblée Provinciale et l'Exécutif Provinciale dans ces matières sécuritaire ;

l'Assemblée de faire pression sur l'Exécutif dans les cas sécuritaires.

- ◆ **Conflits fonciers:** décanter tous ces conflits par des autorités compétentes provinciales en associant les ONGs et Instaurer le système des NYUMBA KUMI. Répertoire et traiter les conflits existants ; établir et rendre disponible la cartographie de toute la RDC et revoir les concessions selon l'ancienne délimitation (de BPI, le Bureau de Projets d'Ituri).
- ◆ **Désarmements:** Toutes les autorités politico-administratives locales et chefs coutumiers se chargent de sensibiliser la population à dénoncer les détenteurs d'arme à feu à leurs remises volontaires. Engagement des ONGs dans les solutions de désarmement volontaires
- ◆ **Responsabilisation des élus** (provinciales): faire le suivi public des activités des élus par exemple par la Société Civil en générale ou par RHA à faire le monitoring/suivi d'exécution des politiques sécuritaires

### Irumu

- ◆ **Renforcer les capacités des agents de l'Etat:** Renforcer l'autorité de l'Etat, surtout la police et la justice: les formations, les équipements, les salaires et les effectifs. Permutations régulières et une politique de recrutement bien exécutées et respecter les droits humains des citoyens.
- ◆ **Sanctionner les agents de l'Etat:** punir les collecteurs d'argent et le ventes de drogues et boissons alcoolisées.
- ◆ **La justice:** L'appel à Irumu était surtout de restaurer la justice et rendre une justice équitable et non-corrumpue.
- ◆ **Les conflits fonciers:** Fait un grand effort pour résoudre les conflits fonciers, surtout entre éleveurs et agriculteurs et concessionnaires et populations riveraines. Combattre la vente illicite de terres, organiser une médiation (totale) entre éleveurs et agriculteurs, et installer un comité d'arbitrage et organiser des dialogues. Clarification des limites. Formation et sensibilisation des autorités et la population concernant les lois foncières, les droits humains etc.
- ◆ **La Gestion de conflit et de la sécurité:** Il y a un grand besoin de démocratiser la gestion de conflit et de la sécurité. Une large et notable partie des recommandations à Irumu s'occupe avec une meilleure collaboration entre population et les agences de sécurité et les autorités locales. On a demandé d'une plus grande implication des autorités provinciales dans les dossiers de sécurité en Irumu. Il s'applique pas seulement pour les conflits fonciers mais aussi pour la situation au Lac Albert (p.ex. pour la délimitation des zones de fraye). Organiser la voix des femmes et des jeunes
- ◆ **Promotion de la cohabitation pacifique:** Promouvoir la cohabitation pacifique surtout entre les jeunes. Vulgariser les lois de pays (code foncier, du bail, violence sexuelle etcetera). Promouvoir le désarmement volontaire et limiter le trafic d'armes.
- ◆ **Immigration:** Recenser et identifier les populations migratoires de Nord Kivu. Renseigner la population autochtone et migratoire la dessus.



# ANNEXE IV – Capacités de PNC à Aru et Mahagi

Besoins: au regard de la démographie, il se pose un besoin des effectifs des éléments de la Police, la formation et l'équipement en matériels nécessaires pour les quatre territoires (Aru, Mahagi, Djugu et Irumu).

CIAT Mahagi compte 408 policiers actifs. 17 SCIAT seulement et 42 postes de police pour 8 chefferies, 55 groupements, 464 localités et 6 postes d'encadrement.

## A) IMPLANTATION

### I SCIAT Cite Mahagi ou Mairie Mahagi

1. Poste de police de Njuru
2. Poste de police de gamba, Angiradjo
3. Poste de police de padang'a
4. Poste de police de Rina
4. Poste d'Akonjkani
6. Poste de Gossi

### II SCIAT NYARAMBE-AMBAKI: Chefferie des Anghal

Des projets pour implanter des sous unités existent et retardés

### III SCIAT NIARUBE: Chefferie de WAR-PALARA

1. Poste de police de PONO, Groupement GOSSI
2. Poste de GUNA, groupement Parombo

3. Poste de police d'ULYEKO
4. Poste de police de LEGA

### IV SCIAT NYALEBBE

1. Poste de Kpanyi, groupement Djupagasan
2. Poste de police de Pajuma, Groupement Djupio

### V SCIAT DJEGU

1. Poste de police de Pangoro
2. Poste de police de ter-aruru

### VI SCIAT BERUNDA

1. Aucun poste de police relayé par des séjours en brousse

### VIII SCIAT DE KUDIKOKA à 32 KM

1. Poste de KABASSA
2. Poste de celewang

### VIII SCIAT DE NGOTE à 33 km

1. Poste de yangambi
2. Poste de pabong

### IX SCIAT GWOKNYERIE à 27 km

1. Aucun poste de police

### X SCIAT NDAMA à 27 KM

1. Poste de police Goth cana
2. Poste de police de Nyekese

### XI SCIAT NDRELE à NDRELE à 23 KM

1. Poste de Yau

### XII SCIAT AME à 48 KM du bureau de CIAT

1. Aucun poste de police

### XIII SCIAT MOKAMBO à 80 km du bureau de CIAT

1. Poste d'APALA
2. Poste AWASI
3. Poste Mugumu
4. Poste Musongwa
5. Poste de walla
6. Poste de kudiweka

### IX SCIAT Mahagi Port à Mahagi Port à 52 Km de territoire de Mahagi

1. Poste d'Aruto, groupement Pajuru

### X SCIAT Djalasiga à djalasiga, chefferie des Alur Djuganda à 120 Km

1. Poste de police de Ndama, groupement de Ndama

2. Poste de Kanyom, groupement d'Aupa
3. Poste de Kusu, groupement de kusu
4. Poste de Tali tali, groupement d'Anghal II
5. Poste d'Alingongo, groupement d'Anyola
6. Poste Ayamba groupement d'Aupa

**XI SCIAT Kambala à Kambala CHEFFERIE DES WALENDU WATSI**

1. Poste de KATANGA
2. Poste de Yagu
3. Poste de Ndimalo

**XIII SCIAT DE NIOKA à NIOKA**

1. Poste de police d'Awu
2. Poste de Zengo

**B) IMPLANTATION DE LA PNC EN TERRITOIRE DE ARU**

La PNC a un effectif de 545 éléments.

**1. CIAT PNC ADRANGA**

- ◆ SCIAT PNC ADRANGA
- ◆ SCIAT PNC ATSINIA
- ◆ SCIAT PNC AZUMBA
- ◆ SCIAT PNC ADJA
- ◆ SCIAT PNC APINAKA
- ◆ SCIAT PNC EPIONGA
- ◆ SCIAT PNC KOPANGO

**2. CIAT PNC ALUNGBA**

- ◆ SCIAT PNC ALUNGBA
- ◆ SCIAT PNC TOWU
- ◆ SCIAT PNC RUNGU
- ◆ SCIAT PNC BIRINGI
- ◆ SCIAT PNC BHOLI
- ◆ SCIAT PNC TURUMU
- ◆ SCIAT PNC MELE

**3. CIAT PNC ARIWARA**

- ◆ SCIAT PNC ARIWARA
- ◆ SCIAT PNC CAMP LOUIS
- ◆ SCIAT PNC MALE
- ◆ SCIAT PNC ROGALE
- ◆ SCIAT PNC ORIA
- ◆ SCIAT PNC AUBHA
- ◆ SCIAT PNC KANDRI
- ◆ SCIAT PNC AGA
- ◆ SCIAT PNC NDERI
- ◆ SCIAT PNC ANGARAKALI

**4. CIAT PNC KUMURU**

- ◆ SCIAT PNC KUMURU
- ◆ SCIAT PNC INGBOKOLO
- ◆ SCIAT PNC RUMU
- ◆ SCIAT PNC MADO
- ◆ SCIAT PNC GBULA
- ◆ SCIAT PNC LUNDI
- ◆ SCIAT PNC MANDA
- ◆ SCIAT PNC ABENJU
- ◆ SCIAT PNC ORINVA

**5. CIAT PNC D'ARU**

- ◆ SCIAT PNC CITE
- ◆ SCIAT PNC OSTE
- ◆ SCIAT PNC YUKU
- ◆ SCIAT PNC ONDOLEA
- ◆ SCIAT PNC AMERI
- ◆ SCIAT PNC ANYUA



# Notes

I Commissariats = CIATs; Sous Commissariats = SCIATs

II Selon les rapports annuels de la PNC Mahagi , 2015

III A identifier et à compléter dans la deuxième phase de recherche CISPE

IV Radio Okapi

V Rapport des groupes d'experts des Nations Unies, Décembre 2015

VI Un chef a rapporté dans une interview la découverte d'un corps de bébé décapité. Une femme de 57 années était trouvée dans son champs, violée et tuée, les deux membres amputés (UNOCHA : Réunion d'échange d'informations et de coordination des activités humanitaires, Bunia 26 février, 2016)

VII Interview individuelle avec le chef de groupement de Tsiritsi-Rutsi et Radio Okapi (25/12/2015)

VIII UNOCHA: Réunion d'échange d'informations et de coordination des activités humanitaires, Bunia, 3 mars 2016.

IX Il n'était que jugé à Bunia

X Il n'était que jugé à Bunia

XI Il n'était que jugé à Komanda et Marabo

XII Il n'était que jugé à Bunia

XIII Cependant l'appréciation à Bunia en Boga était mieux

XIV Cependant l'appréciation à Marabo était plus

XV Cependant l'appréciation à Boga en Komanda était mieux

XVI Il n'était jugé à Bunia en Boga

XVII Pas analysé exhaustivement

XVIII Jugé par une seule personne



**PAX**

Godebaldkwartier 74  
3511 DZ Utrecht  
The Netherlands

[www.paxforpeace.nl](http://www.paxforpeace.nl)  
[info@paxforpeace.nl](mailto:info@paxforpeace.nl)  
+31 (0)30 233 33 46

P.O. Box 19318  
3501 DH Utrecht  
The Netherlands